

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 2 maart 1991.

Art. 3. De Minister-Voorzitter is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 mei 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

F. 91 — 3338

[S-C — 29575]

13 JUIN 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle qu'elle a été modifiée notamment par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes;

Vu la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance;

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, modifiée par le décret du 23 décembre 1988;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire, modifiée par le décret du 5 novembre 1986;

Vu la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 17 juillet 1990;

Vu la loi du 9 juin 1970 relative à l'occupation d'étudiants;

Vu le décret du 5 juillet 1976 relatif aux subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports et de la vie en plein air par les handicapés, modifié par le décret du 26 mars 1981;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifiée par la loi du 8 juillet 1989;

Vu le décret du 22 décembre 1977 fixant les conditions de reconnaissance des fédérations sportives et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces fédérations, modifié par le décret du 18 décembre 1984;

Vu le décret du 5 juillet 1985 fixant les conditions de reconnaissance des centres sportifs universitaires et assimilés et des fédérations sportives scolaires et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces institutions;

Vu la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987, modifiée par les lois du 30 décembre 1988, du 22 décembre 1989 et du 20 juillet 1990;

Vu la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi des allocations pour prestations à titre exceptionnel;

Vu l'arrêté royal du 18 février 1961 fixant les conditions d'octroi par l'Institut national de l'éducation physique et des sports, de subventions de fonctionnement aux plaines de jeux;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions de boxe, ainsi que la pratique du sport de la boxe, tel qu'il a été modifié ultérieurement, notamment par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1984;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 22 février 1985, 3 juillet 1985, 26 août 1987, 1er octobre 1987, 2 octobre 1989, 27 mars 1990, 28 juin 1990 et 19 juillet 1990;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt du service, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1985;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1964 portant règlement de gestion du Fonds national des sports;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1984;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des Ministères;

Vu l'arrêté royal du 16 septembre 1966 relatif à l'octroi aux ouvriers migrants d'une indemnité pour frais de voyage des membres de leur famille, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 septembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes, tel que modifié ultérieurement, notamment par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1973 fixant les taux d'intervention de l'Etat dans les frais de fonctionnement des centres médico-sportifs agréés;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1973 relatif à l'agrément et à la subvention par l'Etat des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 27 mars 1985 et 5 novembre 1987;

Vu l'arrêté royal du 26 mai 1975 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1976 relatif au Fonds spécial d'assistance en faveur des indigents, malades mentaux séquestrés à domicile, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juillet 1989;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 19 août 1985 et 19 mars 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1982 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'organisation des camps sportifs;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mars 1983 portant agrément des personnes appelées à aider religieusement et/ou moralement les immigrés, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 mars 1984;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 octobre 1983 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres d'accueil pour adultes, en difficulté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 juillet 1987;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, tel qu'il maintient en vigueur l'article 1er, littéra E de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 mai 1983 fixant le cadre organique du personnel de l'établissement scientifique de la Communauté française, Musée Royal de Mariemont, et affectant le personnel à cet établissement, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 août 1985 relatif au règlement organique du Musée Royal de Mariemont;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 janvier 1987 relatif au fonctionnement des hôpitaux psychiatriques de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990 et 26 juin 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 août 1990, fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

Vu l'arrêté ministériel du 10 août 1977 contenant le cahier général des charges;

Vu l'arrêté ministériel du 16 novembre 1977 portant règlement de la comptabilité des deniers des hôpitaux psychiatriques de l'Etat;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures rendant la gestion des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales - plus efficace et, pour ce faire, d'améliorer et d'étendre les délégations prévues dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1985;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président ayant le personnel dans ses attributions et vu la délibération de l'Exécutif en date du 29 avril 1991,

Arrête :

CHAPITRE Ier — Dispositions générales

Article 1er. § 1er. Les délégations de compétence et de signature visées au présent arrêté sont données aux membres du personnel soumis aux dispositions du statut des membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — et affectés aux emplois prévus par :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 août 1990 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, tel qu'il maintient en vigueur l'article 1er, littéra E, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

3° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 mai 1983 fixant le cadre organique du personnel de l'établissement scientifique de la Communauté française, Musée royal de Mariemont, et affectant le personnel à cet établissement, tel que modifié;

§ 2. Les membres du personnel d'un pouvoir public, nommés à titre définitif par celui-ci et chargés de missions dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales - peuvent être désignés pour exercer les délégations de signatures et/ou de compétence dans les mêmes conditions que les fonctionnaires et agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — à l'exception de tous les actes généralement quelconques liés à l'application ou à l'exécution du statut du personnel. Ladite exception ne s'étend pas à l'autorisation de bénéficier du congé annuel.

L'arrêté aux termes duquel les personnes visées au présent paragraphe sont chargées d'une mission dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — précise s'il y a matière à exercer des délégations telles que prévues à l'article 1er et, dans ce cas, détermine le rang d'assimilation de ces personnes aux membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Art. 2. Les délégations de compétences données par ou en vertu du présent arrêté s'exercent sans préjudice du contrôle hiérarchique des autorités délégantes et sans préjudice de l'exercice des compétences déléguées par les autorités délégantes ou par les supérieurs hiérarchiques.

CHAPITRE II. — Délégations générales:

Section 1^{re}. — Délégations en matière de personnel

Art. 3. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par « le Ministre », le Membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant le personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales dans ses attributions.

Art. 4. § 1^{er}. Délégation est donnée au secrétaire général :

1^o pour admettre au stage les lauréats admis par le secrétaire permanent au Recrutement dans les emplois des niveaux 3 et 4 et pour nommer à titre définitif les agents stagiaires de ces niveaux;

pour nommer les agents temporaires désignés par le secrétaire permanent au Recrutement;

2^o pour signer, après désignation par le Ministre, les contrats d'engagement ou les actes de mise au travail :

a) des agents contractuels;

b) des membres du personnel auxiliaire;

c) des agents contractuels subventionnés;

d) des jeunes en vue de leur occupation en qualité de stagiaires (dans le cadre du stage des jeunes);

3^o sur proposition ou de l'avis préalable des directeurs généraux concernés :

a) pour affecter les agents des niveaux 2, 3 et 4, et pour modifier, au sein des Services de l'Administration centrale, les affectations desdits agents;

b) pour fixer la résidence administrative;

4^o pour fixer la position administrative des membres du personnel des niveaux 2, 3 et 4 mais après accord du Ministre dans le cas d'un congé pour exercer des fonctions dans le Cabinet d'un Ministre ou secrétaire d'Etat ou dans le Cabinet du Président ou d'un Membre d'un Exécutif d'une Communauté ou d'une Région ou par désignation pour l'accomplissement d'une mission;

5^o pour prendre les actes administratifs nécessaires lorsque le Service de Santé administratif conclut à l'incapacité physique du candidat ou du membre du personnel, y compris la démission et l'admission à la pension;

6^o pour toutes les relations avec le secrétaire permanent au Recrutement;

7^o pour fixer le traitement des membres du personnel, déterminer l'avancement de traitement, et fixer le montant de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;

8^o pour établir la proposition requise pour le changement de grade ou la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur;

9^o pour autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents;

10^o pour mettre les agents en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

pour fixer le traitement d'attente à octroyer à l'agent en disponibilité pour maladie ou infirmité;

11^o pour placer en disponibilité pour convenance personnelle les agents des niveaux 2, 3 et 4 qui en font la demande, après avis du directeur général concerné;

12^o pour autoriser, après avis du directeur général concerné, les membres du personnel des niveaux 2, 3 et 4 à s'absenter pour une longue durée justifiée par des raisons sociales ou familiales;

13^o pour fixer soit la non-activité, soit la suspension de service des agents qui sont appelés à accomplir, en temps de paix, certaines prestations militaires ou qui sont affectés à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience;

14^o pour accorder, soit à leur demande, soit parce qu'ils ont atteint l'âge de la pension, démission de leurs fonctions aux agents des niveaux 2, 3 et 4;

pour fixer le droit à la pension à charge du Trésor des agents des niveaux 2, 3 et 4,

15^o pour placer un agent en non-activité, s'il s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé;

16^o pour attribuer les fonctions supérieures jusqu'au rang 25 inclus aux membres du personnel des niveaux 2, 3 et 4;

en ce qui concerne ces agents, pour proroger la durée du délai en application de l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat;

17^o pour licencier pour motif grave les membres du personnel engagés par contrat;

18^o pour suspendre un agent de ses fonctions dans l'intérêt du service;

19^o pour approuver les états de frais de route et de séjour de l'administrateur général et des directeurs généraux;

20^o pour accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;

21^o pour accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique, lorsque le montant des frais y afférents est supérieur à quinze mille francs;

22^o sur proposition du directeur général, pour autoriser les membres du personnel à utiliser leur véhicule personnel pour les déplacements de service occasionnels.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, les compétences énumérées au § 1^{er}, sont exercées en cas d'urgence, par l'administrateur général.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, les compétences sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant la direction d'administration du Personnel.

§ 3. Le secrétaire général peut déléguer à un fonctionnaire appartenant au moins au rang 13, en accord avec l'administrateur général, les pouvoirs qui lui sont accordés par le § 1^{er}, 5^o, 6^o, 7^o, 8^o, 11^o, 12^o, 13^o, 14^o, 20^o, moyennant un acte écrit et préalable communiqué à tous les membres du personnel concernés.

§ 4. Le secrétaire général informe le Ministre des mesures prises en application du § 1^{er}, 3^o, 15^o, 16^o, 17^o et 18^o du présent article.

§ 5. Le secrétaire général informe une fois tous les six mois les membres de l'Exécutif en leur communiquant une liste actualisée de tous les agents dans leurs fonctions et grades réels.

Art. 5. § 1er. Délégation est donnée aux directeurs généraux :

- 1° pour accorder, aux agents relevant de leur autorité, les congés annuels de vacances et les congés exceptionnels;
- 2° pour accorder, après avis du Fonctionnaire général dirigeant la direction d'administration du Personnel, des congés aux agents des niveaux 2, 3 et 4 dans les cas suivants :
 - a) pour des motifs impérieux d'ordre familial;
 - b) pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement universitaire;
 - c) pour exercer par intérim une fonction dans une école officielle ou dans une école libre subventionnée;
 - d) pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales;
 - e) pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;
 - f) pour suivre les cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre du congé de promotion sociale et du congé de formation;
- 3° pour approuver les états de frais de route et de séjour du personnel relevant de leur autorité;
- 4° pour accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique, lorsque le montant des frais y afférents est inférieur ou égal à quinze mille francs.

§ 2. En ce qui concerne les services du Secrétariat général, les délégations accordées aux directeurs généraux sont exercées par le secrétaire général.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, les délégations prévues aux §§ 1er et 2 qui n'ont pas été subdéléguées en vertu du paragraphe 4, sont exercées en cas d'urgence, par un fonctionnaire titulaire d'un grade appartenant au moins au rang 13, étant entendu qu'il s'agira toujours du fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé;

à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service et enfin de l'âge.

§ 4. Les directeurs généraux peuvent déléguer la compétence prévue au 1° du § 1er aux chefs de service titulaires d'un grade de rang 24 au moins ou qui exercent les fonctions supérieures de rang 24, chacun pour ce qui concerne les agents qui relèvent de leur service;

les subdélégations précitées sont données par acte écrit et préalable, communiqué à tous les membres du personnel concernés ainsi qu'au secrétaire général. Ils peuvent déléguer la compétence prévue au 3° du paragraphe 1er aux fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 12 au moins.

Art. 6. § 1er. Délégation est donnée au fonctionnaire général dirigeant la direction d'administration du Personnel :

- 1° pour recevoir le serment constitutionnel des agents des niveaux 2, 3 et 4;
- 2° pour accorder les congés dans les cas suivants :
 - a) pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'agent volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;
 - b) pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire à ce corps;
 - c) pour l'accueil d'un enfant de moins de dix ans, en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse;
 - d) à la naissance d'un enfant, le congé parental;
- 3° pour rappeler en service un agent qui est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, et que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre ses fonctions à temps partiel;
- 4° pour délivrer et retirer les certificats d'identification aux agents définitifs, stagiaires, temporaires ou contractuels;
- 5° pour signer les relevés de mutation destinés au service des dépenses fixes;

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du titulaire des délégations visées au § 1er et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, les délégations prévues au paragraphe 1er sont exercées, en cas d'urgence, par un fonctionnaire de la direction d'administration du Personnel, titulaire d'un grade appartenant au moins au rang 11, étant entendu qu'il s'agira toujours du fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé; à égalité de grade, il sera tenu compte d'abord, de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service et enfin de l'âge.

Section 2. — Délégations en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Art. 7. La présente section s'applique aux fonctionnaires des Services de l'Exécutif - Ministère de la Culture et des Affaires sociales — dans la limite de leurs compétences.

Art. 8. Les limites financières des délégations prévues par le présent arrêté s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Art. 9. Le pouvoir d'approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, le pouvoir de choisir le mode de passation du marché, le pouvoir d'engager la procédure et d'approuver les marchés, sont délégués aux titulaires des fonctions reprises à l'annexe du présent arrêté dans les limites financières mentionnées en regard de chacune de ces fonctions, selon le mode de passation retenu et le type de marché.

Ces délégations ne sont exercées que pour autant que l'objet du marché ait été autorisé par l'Exécutif de la Communauté française ou celui de ses membres compétents, soit par l'approbation d'un programme d'investissements où cet objet est repris, soit par une décision particulière concernant cet objet.

Toutefois, l'autorisation prévue par l'alinéa 2 du présent article n'est pas requise lorsqu'il s'agit de dépenses pour les besoins habituels des services (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement) ou lorsqu'il s'agit de dépenses dont l'estimation ne dépasse pas un million de francs en ce qui concerne le secrétaire général, cinq cent mille francs en ce qui concerne les directeurs généraux et cent mille francs en ce qui concerne les fonctionnaires du rang 13 au moins.

Art. 10. Le pouvoir de décider, après en avoir informé le Ministre compétent, des dérogations au cahier général des charges, de décider, après en avoir informé le Ministre compétent, de traiter à prix provisoires ou à remboursement, d'imposer le contrôle des prix et de prévoir l'octroi d'avances, est attribué :

- a) au secrétaire général, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas deux millions de francs;

b) à l'administrateur général pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas un million de francs;

c) aux directeurs généraux, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas cinq cent mille francs.

Art. 11. En ce qui concerne les mesures et décisions à prendre ayant trait à l'exécution pure et simple d'un marché conclu, délégation de pouvoir est donnée aux fonctionnaires qui, sur base de l'article 9 ont conclu eux-mêmes le marché, le directeur général de l'administration intéressée étant toutefois compétent pour l'exécution pure et simple des marchés approuvés par le secrétaire général ou par le Ministre.

Sont considérées comme des mesures et décisions ayant trait à l'exécution pure et simple d'un marché conclu, celles visant à réaliser l'objet de l'entreprise initiale et qui restent dans la limite de celle-ci, à l'exclusion des mesures et décisions basées sur un pouvoir d'appréciation prévu par le marché.

Art. 12. § 1er. Pour les décomptes résultant de l'application pure et simple des clauses contractuelles, ainsi que pour les décomptes régularisant des états estimatifs antérieurement établis et approuvés dont les postes et les montants sont conformes aux états estimatifs qu'ils remplacent, délégation d'approbation est donnée au fonctionnaire de rang 15, sans limitation de montant.

§ 2. En ce qui concerne l'approbation d'un décompte ou de décomptes successifs, autres que ceux visés au § 1er, le montant de celui-ci ou le total des montants des décomptes successifs peut être approuvé par les fonctionnaires mentionnés ci-après à concurrence du pourcentage du montant de la soumission indiqué en regard de leur grade.

— fonctionnaire de rang 15 : quinze pour cent jusqu'à quatre millions;

— directeur général : quinze pour cent jusqu'à sept millions;

— administrateur général : vingt pour cent jusqu'à huit millions;

— secrétaire général : vingt-cinq pour cent jusqu'à dix millions.

Lorsque sont atteints les pourcentages ou les montants fixés pour le secrétaire général, chaque décompte suivant sera toujours approuvé par le Ministre.

Art. 13. Délégation est donnée aux fonctionnaires désignés aux articles 9, 11 et 12 dans les limites qui leur sont fixées pour l'approbation des cahiers des charges, des états estimatifs et des décomptes, pour accorder des prolongations de délais, soit déterminées proportionnellement, soit résultant du fait de l'administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier bien qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires, soit résultant encore de décomptes. Les prolongations de délai dont question ne peuvent dépasser cinquante pour cent du délai initial.

Toute autre prolongation sera toujours approuvée par le Ministre, sur rapport motivé de l'Administration.

Art. 14. Sous réserve d'avis conforme du directeur général, le secrétaire général est autorisé à remettre des amendes ou pénalités de retard à concurrence d'un montant qui ne peut dépasser dix pour cent du montant initial du marché jusqu'à concurrence de cinq millions de francs.

Art. 15. Délégation est donnée au fonctionnaire de rang 15 pour décider des mesures d'office à prendre contre l'adjudicataire défaillant et pour lui notifier cette décision conformément à l'article 48, § 4, troisième alinéa, du cahier général des charges.

Cette délégation de pouvoirs est limitée aux marchés où le retard dans l'exécution est supérieur à 1/2N (N étant le délai initial en jours ouvrables).

Art. 16. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, les compétences énumérées à la présente section sont exercées, en cas d'urgence, par l'administrateur général.

Art. 17. Sont exclus des délégations attribuées aux fonctionnaires titulaires d'un grade des rangs 13 à 16 inclus, et visées dans la présente section, les marchés en matière d'informatique relatifs aux matériels, aux logiciels et aux services.

Section 3. — Délégation en matière de subventions

Art. 18. L'octroi des subventions nominativement prévues au budget et des subventions régies par des règlements organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant ou le système de calcul du montant est délégué :

a) au secrétaire général pour les subventions ne dépassant pas quinze millions;

b) à l'administrateur général pour les subventions ne dépassant pas dix millions;

c) aux directeurs généraux pour les subventions ne dépassant pas cinq millions;

d) aux fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 15 pour les subventions ne dépassant pas un million.

Les montants prévus pour déterminer la compétence des fonctionnaires s'entendent par bénéficiaire.

Art. 19. § 1er. Après information du Ministre compétent, l'octroi de la subvention facultative est délégué :

a) au secrétaire général, jusqu'à quatre-vingt mille francs;

b) à l'administrateur général, jusqu'à soixante mille francs;

c) aux directeurs généraux, jusqu'à quarante mille francs.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, l'administrateur général exerce les délégations prévues au § 1er, a), du présent article.

Section 4. — Délégations en matière de signatures et en matière financière

Art. 20. Délégation est donnée au secrétaire général :

1° pour signer :

a) les bons de commandes et les lettres relatives aux commandes, dans les limites prévues à l'article 9 du présent arrêté;

b) les ordonnances de paiement et les ordonnances d'ouverture de crédits ou d'avances de fonds;

c) les « bons à tirer » pour le *Moniteur belge*;

2° pour approuver :

a) les factures et déclarations de créances concernant les fournitures et les travaux;

b) les bordereaux introduits par l'Office central des Fournitures, pour les prestations et fournitures effectuées par le Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

c) les comptes de recettes, ainsi que les comptes, tant en matière qu'en deniers, à produire à la Cour des Comptes;

d) les états de paiement relatifs aux dépenses de loyers.

Art. 21. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, l'administrateur général exerce les délégations prévues à l'article 20.

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, le directeur général présent le plus ancien exerce les délégations précitées.

Art. 22. Délégation est donnée aux directeurs généraux :

1° pour signer, à raison d'affaires ressortissant à leurs services respectifs :

a) les bons de commandes et lettres relatifs à des commandes, dans les limites prévues à l'article 9 du présent arrêté;

b) les « bons à tirer » pour le *Moniteur belge*;

c) la correspondance concernant les actes ordinaires d'instruction, les demandes de renseignements, les lettres de rappel et les bulletins ou lettres de transmission.

2° pour certifier conforme les copies et extraits de documents déposés aux archives de leurs services;

3° pour approuver les dépenses et recettes de toute nature qui sont de la compétence de leur direction générale;

4° pour ordonnancer les dépenses et les recettes ressortissant à leurs services respectifs;

5° pour autoriser dans les matières qui relèvent du Fonds de Construction des Institutions hospitalières et médico-sociales, lorsque la garantie de la Communauté française a été octroyée par le Ministre compétent, les prélèvements sur les prêts garantis, à la demande des organismes bénéficiaires;

6° pour approuver les bordereaux introduits par les sociétés de transports en commun, du chef des transports effectués par leur direction générale.

En ce qui concerne les Services du Secrétariat général, les délégations accordées aux directeurs généraux sont exercées par le secrétaire général.

Art. 23. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, les délégations prévues à l'article 22, sont exercées par un fonctionnaire titulaire d'un grade appartenant au moins au rang 13, étant entendu qu'il s'agira toujours du fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé; à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service, et enfin de l'âge.

Art. 24. Les directeurs généraux peuvent déléguer les attributions qui leur sont déléguées par l'article 22, 1°, a, dans les limites de montant et de grade prévues au tableau annexé au présent arrêté et par l'article 22, 1°, c, 2°, 3° et 4°, par acte écrit et préalable, communiqué au secrétaire général.

Art. 25. Le secrétaire général peut, par acte écrit et préalable, déléguer :

1° au directeur général de l'Infrastructure : les délégations prévues à l'article 20, 1°, a, et 20, 2°, a et d;

2° au fonctionnaire dirigeant le Service de l'Economat : la signature des bons de commande à adresser à l'Office Central des Fournitures et relatifs à des commandes d'imprimés et de fournitures de bureau;

3° au directeur d'administration du Budget et des Finances : les délégations prévues à l'article 20, 1°, b, et 2°, c;

4° après avis du directeur d'administration du Budget et des Finances, au conseiller du Service de la Comptabilité : les délégations prévues à l'article 20, 1°, b, et 2°, c;

Art. 26. Délégation est donnée au directeur général de la Culture et de la Communication ou au fonctionnaire général en exerçant les fonctions pour signer les conventions d'exécution des décisions d'octroi de subventions à la production cinématographique.

CHAPITRE III. — Délégations particulières

Art. 27. Les délégations prévues au chapitre II s'exercent sans préjudice des délégations prévues au présent chapitre.

Section Ire. — Délégations particulières en matière de courrier

Art. 28. Délégation est donnée aux membres du personnel de niveau 1 du Service des Affaires générales et du Service juridique du Secrétariat général pour signer les accusés de réception du courrier adressé aux Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales —, à l'exception du courrier relatif aux procédures devant le Conseil d'Etat, ainsi que pour signer, en vue de leur réception, tous les courriers destinés à l'Exécutif de la Communauté française, à l'un de ses Membres ou aux Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales —, à l'exception des citations en justice et des actes des huissiers de justice.

Le courrier précité est communiqué sans délai par celui qui en a accusé réception au secrétaire général pour suite utile.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, le courrier est communiqué sans délai pour suite utile à l'administrateur général.

Section II. — Délégation particulière en matière de frais de parcours

Art. 29. Délégation est donnée au secrétaire général et aux directeurs généraux, chacun pour ce qui le concerne, pour autoriser le déplacement des membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales —, pour signer les réquisitoires établis au nom des agents en vue de l'obtention d'un titre de transport de la Société nationale des Chemins de fer belges et pour signer les documents établis en vue de la délivrance par ladite Société d'abonnements individuels ou collectifs requis pour couvrir les dépenses de service.

Art. 30. Le secrétaire général et les directeurs généraux peuvent déléguer la compétence d'autorisation de déplacement, prévue à l'article 29 du présent arrêté, aux fonctionnaires titulaires d'un grade du rang 11 au moins, qu'ils désignent par acte écrit et préalable, communiqué au fonctionnaire général dirigeant la direction d'administration du personnel.

Ils peuvent déléguer la compétence de signature des réquisitoires et des documents requis par la Société nationale des Chemins de fer belges, prévue à l'article 29 du présent arrêté aux fonctionnaires et agents qu'ils désignent, par acte écrit et préalable, communiqué au fonctionnaire général dirigeant la direction d'administration du personnel.

Toutefois, nul ne peut exercer les compétences déléguées en vertu du présent article lorsqu'il s'agit des déplacements qu'il effectue personnellement ainsi que des déplacements effectués par un agent de rang équivalent ou supérieur.

Section III. — Délégations particulières relatives au Fonds spécial d'assistance

Art. 31. Délégation est donnée au directeur général des Affaires sociales :

1° pour prendre toutes dispositions nécessaires en vue de procéder à une action en recouvrement des interventions du Fonds spécial d'assistance, dans les limites des articles 11, 12 et 13 de la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance;

2° pour requérir l'inscription de l'hypothèque prévue à l'article 12 de la loi du 27 juin 1956 précitée;

3° pour requérir l'inscription et la main-levée des hypothèques conventionnelles consenties pour garantir le remboursement des interventions du Fonds spécial d'assistance.

Art. 32. Le directeur général des Affaires sociales peut déléguer les compétences prévues à l'article 31 au fonctionnaire dirigeant le Service de l'Aide sociale spéciale, par acte écrit et préalable communiqué au secrétaire général.

Section IV. — Délégations particulières relatives au Fonds national des Sports

Art. 33. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par :

1° « Ministre », le Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'éducation physique, les sports et la vie en plein air dans ses attributions;

2° « Administration », la direction d'administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air de la direction générale du Sport et du Tourisme, ainsi que la direction des Services extérieurs, des centres sportifs et touristiques de cette même direction générale.

Sous-section Ire. — Délégations accordées au directeur général du Sport et du Tourisme

Art. 34. Dans les limites des crédits inscrits au budget des dépenses du secteur francophone du Fonds des Sports, délégation est donnée au directeur général du Sport et du Tourisme, dans le cadre des attributions dévolues à la direction d'administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air et la direction des Services extérieurs, des centres sportifs et touristiques de cette même direction générale, pour engager et ordonnancer les dépenses qui concernent :

1° les subventions légales et les subventions conventionnelles dont le montant et le mode de calcul sont fixés par décret, arrêté de l'Exécutif ou convention, quelle que soit leur importance;

2° les autres subventions estimées à un montant égal ou supérieur à cinquante mille francs, calculées en application des dispositions réglementaires ou de la jurisprudence établie, pour lesquelles le Ministre a désigné les bénéficiaires et fixé le montant maximum d'intervention ou les conditions particulières d'octroi;

3° les autres subventions estimées à un montant inférieur à cinquante mille francs et calculées en application des dispositions réglementaires ou de la jurisprudence établie;

4° la passation et l'exécution des marchés de travaux, de fournitures et de services, dans les limites prévues par les articles 8 à 17 du présent arrêté qui s'appliquent aux directeurs généraux;

5° les frais de réception découlant de cérémonies officielles;

6° les avances accordées aux bénéficiaires de subventions, pour autant que ces avances ne dépassent pas cinquante pour cent du montant maximum de la subvention octroyée à chaque bénéficiaire;

7° les bourses allouées aux élites sportives dont le montant annuel ne dépasse pas cinquante mille francs par bénéficiaire et par année budgétaire;

8° l'engagement, pour une période ne dépassant pas un mois, éventuellement renouvelable (sans que la période ininterrompue d'occupation puisse excéder trois mois), des collaborateurs occasionnels, destinés à encadrer les activités sportives organisées ou patronnées par la Communauté française, et des personnes chargées de l'organisation ou de l'enseignement des cours de moniteurs sportifs organisés par la Communauté française, conformément aux taux de rémunération et aux normes d'engagement approuvés par le Ministre;

9° l'application des diverses conventions d'engagement signées par le Ministre;

10° l'engagement d'agents contractuels subventionnés ou, à défaut, l'engagement d'étudiants, conformément aux dispositions de la loi du 9 juin 1970, destinés aux centres sportifs, pendant la période des vacances scolaires;

11° la fixation et la liquidation des traitements, allocations et indemnités du personnel engagé en application des points 8°, 9° et 10°, du présent article;

12° l'application des conventions passées par le Ministre avec les associations sans but lucratif chargées de la gestion des centres sportifs et notamment l'intervention dans les dépenses résultant de l'occupation des installations gérées par ces associations.

Art. 35. En cas d'absence du directeur général, ou à défaut de titulaire occupant cet emploi, les délégations accordées à l'article 34 sont exercées par un fonctionnaire titulaire d'un grade du rang 15 appartenant à la Direction d'administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air ou à l'Inspection générale des services extérieurs, des centres sportifs et touristiques et ayant l'ancienneté la plus grande dans ce grade.

Sous-section II. — Délégations accordées aux fonctionnaires de la direction d'administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air

Art. 36. Les délégations accordées au directeur général du Sport et du Tourisme en vertu des dispositions de l'article 34 ci-dessus, peuvent être subdéléguées aux fonctionnaires affectés à la direction d'administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air, dans les limites ci-après :

1° au directeur d'administration :

les délégations reprises aux points 1° (à concurrence de 5 millions), 2° (à concurrence de 1 million), 4°, 6°, 8°, 9°, 11° et 12°;

2° au conseiller de la direction des services administratifs :

les délégations reprises aux points 1° (à concurrence de 2 millions), 2° (à concurrence de 500 000 francs), 4°, 6°, 8°, 9°, 11° et 12° dans le cadre des attributions des services placés sous son autorité;

3° à l'inspecteur général ou au premier conseiller des Services sportifs et aux inspecteurs en chef :

les délégations reprises aux points 4°, 6°, 8°, 9° et 11°, dans le cadre des attributions des services placés sous leur autorité.

Les subdélégations relatives à l'article 34, 4° du présent arrêté se font dans les limites de montants et de grades prévus au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 37. En cas d'absence des fonctionnaires visés à l'article 36, 2° et 3° ci-dessus, ou à défaut de titulaire occupant ces emplois, les délégations accordées à ces fonctionnaires sont exercées par les secrétaires d'administration et les inspecteurs ou inspecteurs principaux affectés à la direction d'administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air, dans le cadre des attributions des services où ils sont affectés.

Sous-section III. — Délégations accordées aux fonctionnaires et agents de la direction des services extérieurs des centres sportifs et touristiques et du Service d'Inspection

Art. 38. Les compétences accordées au directeur général du Sport et du Tourisme en vertu des dispositions de l'article 34 ci-dessus, peuvent être subdélégées aux agents exerçant leurs fonctions à l'Inspection générale des Services extérieurs, des centres sportifs et touristiques et du service d'inspection, dans les limites ci-après :

- 1° à l'inspecteur général :
 - les compétences reprises aux points 4° (dans les limites prévues au tableau annexé au présent arrêté), 8°, 9°, 10°, 11° et 12°;
- 2° aux inspecteurs principaux — chefs de service et inspecteurs principaux ou inspecteurs, affectés dans les bureaux provinciaux :
 - les compétences reprises aux points 4° (à concurrence de cent mille francs), 8°, 9°, 10°, 11° et 12° dans le cadre des attributions des services placés sous leur autorité;
- 3° par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, aux agents chargés de la direction d'un centre sportif :
 - les compétences reprises
 - a) au point 4°, à concurrence de cinquante mille francs; cette limite est portée à deux cent mille francs pour les dépenses relatives à l'achat de produits destinés à la nourriture des stagiaires et à l'entretien des locaux et des installations du centre;
 - les dépenses relatives à la consommation d'énergie, les communications téléphoniques et l'affranchissement du courrier ne sont pas limitées;
 - b) aux points 8° et 9°, pour autant que les moniteurs figurent sur des listes de candidats approuvés par l'Inspection compétente pour le centre sportif concerné;
 - c) au point 9°, moyennant l'autorisation de l'inspection compétente;
 - d) aux points 10° et 11°.

Art. 39. En cas d'absence de l'inspecteur général, les délégations reprises au point 1° de l'article 38 sont exercées par l'inspecteur principal-chef de service qui lui est adjoint.

Art. 40. En cas d'absence du membre du personnel chargé de la direction d'un centre sportif, les délégations reprises au point 3° de l'article 38 sont exercées par le membre du personnel permanent désigné pour assurer la suppléance de l'agent chargé de la direction du centre sportif ou, à défaut, par le membre du personnel permanent, affecté au dit centre, bénéficiaire de l'échelle de rémunération la plus élevée et justifiant de la plus grande durée de services ininterrompus.

Section V. — Délégations particulières en matière de santé

Art. 41. Dans les limites des crédits inscrits au budget des dépenses du secteur de la Santé, délégation est donnée au directeur général de la Santé :

- 1° pour approuver les factures ou déclarations de créance introduites pour obtenir le paiement des fournitures, travaux ou prestations de toute nature lorsqu'ils ont fait l'objet d'un contrat régulièrement conclu, d'une commande régulière ou d'une disposition de l'Exécutif de la Communauté française;
- 2° pour approuver et signer les pièces justificatives prescrites pour la liquidation des subsides de fonctionnement aux Centres de télé-accueil agréés et pour approuver les dépenses se rapportant aux subsides octroyés en vertu des articles 4, 5 et 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des Centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique;
- 3° pour approuver et signer les pièces justificatives prescrites pour la liquidation des subsides aux Services de Santé mentale agréés et pour approuver les dépenses se rapportant aux subsides octroyés en vertu de l'arrêté royal du 20 mars 1975;
- 4° pour approuver les factures et déclarations de créances introduites pour obtenir le paiement des subventions-traitements, transport et à l'acte, prescrites par la loi du 21 mars 1964 instaurant l'Inspection médicale scolaire et ses divers arrêtés d'application;
- 5° pour approuver les factures, déclarations de créances et pièces justificatives introduites pour obtenir le paiement des subsides octroyés dans le cadre du décret du 19 juin 1989 relatif à la coordination des soins et services à domicile;
- 6° pour engager et ordonnancer les dépenses qui concernent les subventions légales et les subventions conventionnelles dont le montant et le mode de calcul sont fixés par décret, arrêté de l'Exécutif ou convention, quelle que soit leur importance;
- 7° pour assurer la supervision des hôpitaux psychiatriques de la Communauté française à Mons et à Tournai.

Art. 42. En cas d'absence du directeur général et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, les délégations accordées à l'article 41 sont exercées par un fonctionnaire titulaire d'un grade du rang 15 appartenant à la direction générale de la Santé et ayant l'ancienneté la plus grande dans ce grade.

Art. 43. Les délégations accordées au directeur général de la Santé en vertu de l'article 41 peuvent être subdélégées :

- 1° à l'inspecteur général de la Médecine préventive : les délégations reprises aux points 1°, 4° et 6°;
- 2° à l'inspecteur général de la Médecine curative : les délégations reprises aux points 1°, 2°, 3°, 5° et 6°;
- 3° à l'inspecteur général des services extérieurs : la délégation reprise au 7°.

Art. 44. Par acte écrit et préalable, communiqué au secrétaire général, le directeur général de la Santé peut subdéléguer aux fonctionnaires responsables du Service de l'Inspection médicale scolaire de rang 13 au moins, la compétence pour approuver les factures et déclarations de créance introduites pour obtenir le paiement des subventions-traitements, transport et à l'acte, prescrites par la loi du 21 mars 1964 instaurant l'Inspection médicale scolaire et ses divers arrêtés d'application. La délégation peut s'étendre également à la signature du courrier administratif en la matière ainsi qu'aux documents administratifs relatifs à la procédure d'agrément des Centres I.M.S., des équipes et à la désignation des médecins coordinateurs telle que prescrite par l'arrêté royal du 17 juillet 1964 suivant les conditions et la procédure d'agrément des équipes et des Centres d'Inspection médicale scolaire.

Section VI. — Délégations particulières à la gestion des hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai**Sous-section Ire. — Délégations à l'inspecteur général de la Médecine curative**

Art. 45. Dans le cadre des subdélégations prévues à l'article 43, 2^o et 3^o, l'inspecteur général, agissant au nom du gestionnaire (l'Exécutif), assure la supervision des hôpitaux psychiatriques de la Communauté française, dans le cadre de la direction générale de la Santé.

A cette fin, délégation lui est donnée :

— pour diriger et coordonner les activités des personnes investies de la direction de l'hôpital en matière d'organisation et de fonctionnement de chaque hôpital, tant au point de vue de l'activité médicale et des soins qu'au point de vue administratif;

— pour traiter avec le Conseil médical de chaque hôpital en vertu des articles 125, 126 et 127 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.

Art. 46. L'inspecteur général dispose, en matière de personnel, des délégations pour accorder aux personnes investies de la direction de l'hôpital les congés annuels de vacances et les congés exceptionnels, approuver leurs états de frais de route et de séjour, leur accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences en Belgique, lorsque le montant des frais y afférents est inférieur à quinze mille francs.

Art. 47. § 1er. L'inspecteur général dispose, en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, des délégations suivantes, dans les limites des crédits disponibles, sans préjudice des limitations imposées par la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, l'inspecteur général de la Médecine curative est habilité à approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de passation du marché, à engager la procédure et à conclure le marché d'entreprise de travaux, de fournitures et de services pour des marchés inférieurs à :

— deux millions de francs pour les marchés passés suivant la procédure d'adjudication publique ou d'appel d'offres général;

— un million de francs pour les marchés passés suivant la procédure d'adjudication restreinte ou d'appel d'offres restreint;

— cinq cent mille francs pour les marchés passés suivant la procédure de gré à gré.

§ 2. Sauf pour les dépenses effectuées pour couvrir les besoins courants des hôpitaux (dépenses de fonctionnement, de consommation et d'équipement), les délégations visées au paragraphe 1er ci-avant, sont valables pour autant que l'objet de la dépense ait été autorisé par l'Exécutif ou celui de ses membres compétents, soit par l'approbation d'un programme où l'objet est compris, soit par une décision particulière concernant cet objet, notamment si le programme n'est pas encore approuvé ou si la dépense a fait l'objet d'une inscription nominative au budget de l'hôpital.

§ 3. Dans les limites fixées au § 1er du présent article, l'inspecteur général peut déroger, dans le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, au cahier général des charges et prévoir l'octroi d'avances ne dépassant pas cinquante pour cent de la valeur du marché.

§ 4. Dans les limites financières prévues ci-dessus, l'inspecteur général de la Médecine curative approuve l'exécution du marché.

§ 5. Après la conclusion du marché, l'inspecteur général de la Médecine curative est autorisé :

a) à déroger, à condition d'en exposer les motifs, aux dispositions du cahier général des charges, pour autant que le montant du marché ne dépasse pas les limites prévues au § 1er du présent article;

b) à infliger des amendes à concurrence d'un montant qui ne peut dépasser dix pour cent du montant initial du marché.

§ 6. Sont exclus des délégations visées aux §§ 1er et 2, du présent article, les marchés en matière d'informatique relatifs au matériel, aux logiciels et aux services ainsi que les marchés faisant l'objet d'une subvention du Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales.

§ 7. Les limites des délégations prévues dans le cadre du présent article, s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Art. 48. Sans préjudice des délégations accordées à la personne investie de la direction de l'hôpital, l'inspecteur général dispose, en matière financière et en matière de signature, des délégations suivantes :

— pour signer toute correspondance qui concerne la supervision et la gestion courante des hôpitaux psychiatriques;

— pour arrêter le projet de budget, préparé par la personne investie de la direction de chaque hôpital, et contrôler la conformité et la bonne exécution du budget de chaque hôpital.

Sous-section II. — Délégations à la personne investie de la direction de l'hôpital

Art. 49. Sans préjudice des délégations fixées par le présent arrêté, la personne investie de la direction de l'hôpital exerce les prérogatives confiées au directeur, conformément aux dispositions de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987.

Elle exerce, en outre, les prérogatives confiées au directeur dans le cadre de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

Art. 50. La personne investie de la direction de l'hôpital dispose, en matière de personnel, des délégations suivantes :

1^o elle doit obligatoirement remettre son avis ou ses propositions concernant :

— l'affectation des agents des niveaux 1, 2, 3 et 4, en ce compris les mutations et mises à disposition;

— la fixation de la résidence administrative;

— l'octroi, pour les agents des niveaux 1, 2, 3 et 4 de congés dans les cas suivants :

pour des motifs impérieux d'ordre familial;

pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement universitaire;

pour exercer par intérim une fonction dans une école officielle ou libre subventionnée;

pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales;

pour effectuer des prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;

pour suivre les cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale, dans le cadre du congé de promotion sociale;

- le placement à leur demande, des agents des niveaux 1, 2, 3 et 4 en disponibilité pour convenance personnelle;
 - l'autorisation, pour les agents des niveaux 1, 2, 3 et 4, de s'absenter pour une longue durée justifiée par des raisons familiales;
 - l'attribution, aux membres du personnel des niveaux 1, 2, 3 et 4 des fonctions supérieures;
- 2^o délégation est donnée à la personne investie de la direction de l'hôpital :
- pour coordonner et diriger les activités de tout le personnel et notamment pour accorder, aux agents relevant de son autorité, les congés annuels de vacances et les congés exceptionnels;
 - pour approuver les états de frais de route et de séjour du personnel relevant de son autorité;
 - pour accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences en Belgique lorsque le montant des frais y afférents est inférieur à cinq mille francs sauf lorsque les dits frais sont à charge du budget de l'hôpital
 - pour autoriser la présence de stagiaires et d'étudiants non rémunérés par l'hôpital.

Art. 51. § 1er. La personne investie de la direction de l'hôpital dispose, en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, des délégations suivantes :

dans les limites des crédits disponibles, sans préjudice des limitations imposées par la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 5 et 6 et par l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, la personne investie de la direction de l'hôpital est habilitée à approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de passation du marché, à engager la procédure et à conclure le marché d'entreprise de travaux, de fournitures et de services pour les marchés inférieurs à :

- un million de francs pour les marchés passés suivant la procédure d'adjudication publique ou d'appel d'offres général;
- cinq cent mille francs pour les marchés passés suivant la procédure d'adjudication restreinte ou d'appel d'offres restreint;
- trois cent mille francs pour les marchés passés suivant la procédure de gré à gré.

§ 2. Sauf pour les dépenses effectuées pour couvrir les besoins habituels des hôpitaux (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement), les délégations visées au paragraphe 1er ci-avant sont valables pour autant que l'objet de la dépense ait été autorisé par l'Exécutif ou celui de ses membres compétents, soit par l'approbation d'un programme où l'objet est compris, soit par une décision particulière concernant cet objet, notamment si le programme n'est pas encore approuvé, ou pour autant que la dépense ait fait l'objet d'une inscription nominative au budget de l'hôpital.

§ 3. Dans les limites fixées au § 1er du présent article la personne investie de la direction de l'hôpital peut déroger, dans le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, au cahier général des charges et prévoir l'octroi d'avances ne dépassant pas cinquante pour cent de la valeur du marché.

§ 4. Dans les limites financières prévues ci-dessus, la personne investie de la direction de l'hôpital approuve l'exécution du marché.

§ 5. Après la conclusion du marché, la personne investie de la direction de l'hôpital est autorisée :

- a) à déroger, à condition d'en exposer les motifs, aux dispositions du cahier général des charges, pour autant que le montant du marché ne dépasse pas les limites prévues au paragraphe 1er du présent article;
- b) à infliger des amendes à concurrence d'un montant qui ne peut dépasser dix pour cent du montant initial du marché.

§ 6. Sont exclus des délégations visées aux §§ 1er et 2 du présent article, les marchés en matière d'informatique relatifs au matériel, aux logiciels et aux services ainsi que les marchés faisant l'objet d'une subvention du Fonds de Constructions hospitalières et médico-sociales.

§ 7. Les limites financières des délégations prévues dans le cadre du présent chapitre s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Art. 52. La personne investie de la direction de l'hôpital dispose, en matière financière et en matière de signatures, des délégations suivantes :

- pour signer les titres de paiement, les bons de commande et lettres relatives à des commandes;
- pour donner quittance de tous paiements;
- pour signer la correspondance administrative;
- pour accuser réception du courrier adressé à l'hôpital, en ce compris celui libellé au nom des ministres de la Communauté française;
- pour certifier conformes les copies et extraits de documents déposés dans les archives de l'hôpital;
- pour arrêter le projet de budget de l'hôpital;
- pour approuver les dépenses de toute nature inscrites au budget de l'hôpital.

Art. 53. En cas d'absence ou d'empêchement de la personne investie de la direction de l'hôpital, et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, les compétences sont exercées par le fonctionnaire du rang le plus élevé ayant l'ancienneté la plus élevée.

Sous-section III. — Délégations au directeur administratif

Art. 54. Le directeur administratif est responsable des services administratifs, financiers et techniques de l'hôpital (au sens de l'article 12, alinéa 2, de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987), sous l'autorité de la personne investie de la direction de l'hôpital.

Le médecin en chef de chaque hôpital psychiatrique exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus conformément à la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

Il dispose de la délégation de signature du courrier médical de l'hôpital.

Art. 55. § 1er. Le directeur administratif dispose, en matière financière et en matière de signatures, des délégations suivantes :

- pour contresigner les titres de paiement;
 - pour superviser la comptabilité des deniers et des matières;
 - pour élaborer le projet de budget;
- à cette fin, il dispose de tous les pouvoirs d'investigation dans les archives administratives des services;

- pour ordonnancer, dans les limites des crédits inscrits au budget approuvé de l'établissement, les dépenses dont le montant n'excède pas cent mille francs ainsi que les dépenses fixes, les dépenses de fonctionnement et les dépenses qui découlent des marchés et commandes approuvés par la personne investie de la direction de l'hôpital et l'administration centrale quel qu'en soit le montant.

§ 2. le chef du département infirmier est responsable de l'organisation et de la coordination des soins infirmiers conformément aux dispositions de l'article 17bis de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987.

Il assure la gestion journalière du personnel infirmier et soignant en ce qui concerne l'exercice de l'art infirmier.

Art. 56. Les délégations et subdélégations particulières à la gestion des hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai s'étendent à la gestion des Maisons de Soins psychiatriques et des Habitations protégées créées en application des arrêtés royaux du 10 juillet 1990.

CHAPITRE IV - Dispositions finales

Art. 57. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1985 portant délégations de compétences aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

2° les articles 10, §§ 1er et 16 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 janvier 1983 portant délégations de compétences aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française, modifié par l'arrêté du 19 octobre 1983;

3° les autres dispositions réglementaires antérieures à l'entrée en vigueur du présent arrêté, accordant délégations de compétence et de signatures à des membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française ainsi que celles accordant de telles délégations à des membres du personnel d'autres ministères dans les matières relevant des compétences de la Communauté française.

Bruxelles, le 13 juin 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

Annexe désignant les autorités déléguées en vertu de l'article 10

Fonctionnaires délégués	Marchés passés par adjudication publique ou par appel d'offres général	Marchés passés par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint	Marchés passés de gré à gré
Secrétaire général	20 000 000	10 000 000	2 000 000
Administrateur général	10 000 000	5 000 000	1 000 000
Directeur général	5 000 000	2 500 000	500 000
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang 15	1 000 000	500 000	100 000
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang 13 au moins	500 000	200 000	100 000 ou 50 000

Bruxelles, le 13 juin 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

N. 91 — 3338

[S — 29575]

13 JUNI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekeningvolmachten aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd inzonderheid bij de wet van 8 augustus 1988;

- Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;
- Gelet op de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit;
- Gelet op de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof;
- Gelet op de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds;
- Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1988;
- Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;
- Gelet op de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht, gewijzigd bij het decreet van 5 november 1986;
- Gelet op de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, gewijzigd bij de wet van 17 juli 1990;
- Gelet op de wet van 9 juni 1970 betreffende de tewerkstelling van studenten;
- Gelet op het decreet van 5 juli 1976 betreffende de toelagen ter bevordering van de beoefening van fysieke activiteiten, de sport en het openluchtlevens door gehandicapten, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 1981;
- Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1989;
- Gelet op het decreet van 22 december 1977 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de sportfederaties en de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen voor de werking aan vernoemde federaties, gewijzigd bij het decreet van 18 december 1984;
- Gelet op het decreet van 5 juli 1985 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de universitaire sportcentra en de daarmee gelijkgestelde centra en van de schoolsportfederaties en de voorwaarden voor de toekenning van werkingstoelagen aan deze inrichtingen;
- Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, gewijzigd bij de wetten van 30 december 1988, 22 december 1989 en 20 juli 1990;
- Gelet op de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke;
- Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;
- Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, zoals het werd gewijzigd;
- Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, zoals het werd gewijzigd;
- Gelet op het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, zoals het werd gewijzigd;
- Gelet op het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, zoals het werd gewijzigd;
- Gelet op het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot regeling van de toekenning van toelagen wegens buitengewone prestaties;
- Gelet op het koninklijk besluit van 18 februari 1961 houdende vaststelling van de voorwaarden tot toekenning door het Nationaal Instituut voor de Lichamelijke Opvoeding en de Sport van werkingssubsidies voor de speelpleinen;
- Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1962 tot reglementering van de bokswedstrijden en -exhibities en van de beoefening van de bokssport, zoals het nadien werd gewijzigd, inzonderheid bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984;
- Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 februari 1985, 3 juli 1985, 26 augustus 1987, 1 oktober 1987, 2 oktober 1989, 27 maart 1990, 28 juni 1990 en 19 juli 1990;
- Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing van rijksambtenaren in het belang van de dienst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1985;
- Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1964 betreffende het beheer van het Nationaal Sportfonds;
- Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1984;
- Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel van de ministeries;
- Gelet op het koninklijk besluit van 16 september 1966 waarbij aan de migrerende arbeiders een vergoeding toegekend wordt voor de reiskosten van hun gezinsleden, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 september 1989;
- Gelet op het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van de wielervedstrijden, zoals het nadien werd gewijzigd, inzonderheid bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984;
- Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1973 tot vaststelling van het beloop der rijksbijdrage in de werkingskosten van de erkende medische sportkeuringscentra;
- Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1973 betreffende de erkenning en de subsidiëring door het Rijk van de centra van teleonthaal voor personen in psychologische crisistoestand, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 maart 1985 en 5 november 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1975 betreffende de afwezigheden van lange duur, gewettigd door familiale redenen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1976 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds ten voordele van de ten huize behoeftige gesekwestreerde geesteszieken, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1982 tot vaststelling van de voorwaarden voor toekenning van subsidies voor de organisatie van sportkampen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 maart 1983 houdende erkenning van de personen die de immigranten religieus en/of moreel moeten bijstaan, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 maart 1984;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1985;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 oktober 1983 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de opvangcentra voor volwassenen met problemen, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1987;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals dit besluit de volle uitwerking handhaaft van artikel 1, littera E van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 mei 1983 houdende vaststelling van het organiek kader van het personeel van de wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap, Koninklijk Museum van Mariemont en houdende bestemming van het personeel voor deze instelling, zoals gewijzigd.

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 1985 betreffende het organiek reglement van het Koninklijk Museum van Mariemont;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 januari 1987 betreffende de werking van de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987 genomen in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990 en 26 juni 1990;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 augustus 1990 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 november 1977 houdende reglement van de boekhouding der gelden van de Rijkspsychiatrische Ziekenhuizen;

Overwegende dat maatregelen dienen te worden genomen om het beheer van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — meer doeltreffendheid te geven en daartoe de delegaties bedoeld in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1985 te verbeteren en te verruimen;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid het personeel behoort, en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 29 april 1991 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. De delegaties inzake bevoegdheden en ondertekening bedoeld bij dit besluit, worden verleend aan de personeelsleden onderworpen aan de bepalingen van het statuut van de personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — en bestemd voor de betrekkingen voorzien bij :

1° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 augustus 1990 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Franse Gemeenschap, zoals dit besluit de volle uitwerking handhaaft van artikel 1, littera E van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

3° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 mei 1983 houdende vaststelling van het organiek kader van het personeel van de wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap, Koninklijk Museum van Mariemont en houdende bestemming van het personeel voor deze instelling, zoals gewijzigd;

§ 2. De personeelsleden van een openbaar bestuur die vastbenoemd werden door dit bestuur en belast met opdrachten in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — kunnen worden aangewezen om de delegaties inzake ondertekening en/of bevoegdheden uit te oefenen onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — met uitzondering van alle handelingen die in 't algemeen zeer gewone daden zijn en die verband houden met de toepassing of de uitvoering van het statuut van het personeel. Bedoelde uitzondering omvat niet de toelating te genieten van het jaarlijks verlof.

Het besluit luidens hetwelk de in dit lid bedoelde personen belast zijn met een opdracht in de Diensten van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — vermeldt duidelijk of er aanleiding bestaat tot uitoefening van de delegaties zoals voorzien bij artikel 1 en in dit geval bepaalt het de rang van gelijkstelling van deze personen met de personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Art. 2. De delegaties van bevoegdheden verleend door of krachtens dit besluit worden uitgeoefend onverminderd de hiërarchische controle van de delegerende overheden en onverminderd de uitoefening van de bevoegdheden gedelegeerd door de delegerende overheden of door de hiërarchische meerderen.

HOOFDSTUK II. — *Algemene delegaties*

Afdeling 1. — Delegaties inzake personeel

Art. 3. Voor de toepassing van deze afdeling dient te worden verstaan onder "de Minister", het Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — behoort.

Art. 4. § 1. Delegatie wordt verleend aan de Secretaris-Generaal :

1° om de geslaagden toegelaten door de Vaste Wervingssecretaris voor de betrekkingen van de niveaus 3 en 4 tot de stage toe te laten, en om de stagiairs van deze niveaus vast te benoemen;

om de tijdelijke personeelsleden aangewezen door de Vaste Wervingssecretaris te benoemen;

2° om, na aanstelling door de Minister, de overeenkomsten voor aanwerving en de akten van tewerkstelling te ondertekenen van :

a) de contractuelen;

b) de leden van het hulppersoneel;

c) de gesubsidieerde contractuelen ;

d) de jongeren met het oog op hun tewerkstelling als stagiairs (in het kader van de stage der jongeren);

3° op de voordracht of op het voorafgaand advies van de betrokken Directeurs-Generaal :

a) om de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4 voor een dienst aan te wijzen en om de dienstaanwijzingen van bedoelde personeelsleden in de Diensten van het Hoofdbestuur te wijzigen;

b) om de standplaats te bepalen;

4° om de administratieve stand van de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4 te bepalen, na akkoord echter van de Minister in geval van een verlof om functies uit te oefenen bij het Kabinet van een Minister of een Staatssecretaris of bij het Kabinet van de Voorzitter of van een Lid van de Executieve van een Gemeenschap of een Gewest of bij aanstelling voor het vervullen van een opdracht;

5° om de nodige administratieve akten uit te voeren wanneer de Administratieve Gezondheidsdienst concludeert tot lichamelijke ongeschiktheid van de gegadigde of het personeelslid, met inbegrip van het ontslag en de oppensioenstelling;

6° voor alle betrekkingen met de Vaste Wervingssecretaris;

7° om de wedde van de personeelsleden vast te stellen, om de bevordering tot een hogere wedde te bepalen en om het bedrag van de toelage voor de uitoefening van hogere functies te bepalen;

8° om de voordracht op te stellen die vereist is voor de verandering van graad of voor de bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau;

9° om uitzonderlijke prestaties toe te laten en de daarbij behorende kostenstaten goed te keuren;

10° om de personeelsleden in beschikbaarheid te stellen wegens ziekte of gebrekkigheid, waaruit geen definitieve ongeschiktheid voor de dienst voortvloeit maar waardoor zij langer afwezig blijven dan de duur van ziekte- of gebrekkigheidsverloven;

om het wachtgeld te bepalen dat aan het personeelslid in beschikbaarheid wegens ziekte of gebrekkigheid moet toegekend worden;

11° om de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4 die erom verzoeken in disponibiliteit te stellen voor persoonlijke aangelegenheden na advies van de betrokken Directeur-Generaal;

12° om na advies van de betrokken Directeur-Generaal de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4 toelating te geven voor lange tijd afwezig te zijn, gewettigd door sociale of familiale redenen;

13° om ofwel de non-activiteit ofwel de schorsing in de dienst te bepalen van de personeelsleden die verzocht worden in vredetijd bepaalde militaire prestaties te vervullen of die ingedeeld worden bij de civiele bescherming of die aangewezen worden voor taken van openbaar nut in toepassing van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;

14° om hetzij, op hun verzoek, hetzij omdat zij de pensioenleeftijd hebben bereikt, aan de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4 ontslag uit hun ambt te verlenen;

om het recht op pensioen ten laste van de Schatkist van de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4 te bepalen;

15° om een personeelslid in non-activiteit te stellen indien het zonder toelating afwezig is of zonder geldige reden de termijn van zijn verlof overschrijdt;

16° om hogere functies tot de rang 25 inbegrepen toe te kennen aan de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4;

wat deze personeelsleden betreft, om de duur van de termijn te verlengen in toepassing van artikel 7, lid 2, van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen;

17° om de personeelsleden die bij een arbeidsovereenkomst aangeworven zijn om gewichtige redenen af te danken;

18° om een ambtenaar in zijn ambt te schorsen in het belang van de dienst;

19° om de reiskosten- en verblijfkostenstaten van de Administrateur-Generaal en de Directeurs-Generaal goed te keuren;

20° om handelingen te verrichten inzake vergoeding voor arbeidsongevallen en beroepsziekten;

21° om toelating te geven deel te nemen aan congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties die in België gehouden worden, wanneer het bedrag van de daarbij behorende kosten hoger is dan vijftienduizend frank;

22° om op de voordracht van de Directeur-Generaal, de personeelsleden toelating te geven hun eigen wagen te gebruiken voor toevallige dienstreizen

§ 2. Ingeval de Secretaris-Generaal afwezig of verhinderd is en voorzover de hogere functies niet worden uitgeoefend, worden de in lid 1 opgesomde bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de Administrateur-Generaal.

Ingeval de Administrateur-Generaal afwezig of verhinderd is worden de bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Bestuursdirectie van het personeel.

§ 3. De Secretaris-Generaal kan in afspraak met de Administrateur-Generaal aan een ambtenaar die ten minste de rang 13 bekleedt, de bevoegdheden delegeren die hem worden verleend door paragraaf 1, 5°, 6°, 7°, 8°, 11°, 12°, 13°, 14°, 20° mits een schriftelijke en voorafgaande akte die aan alle betrokken personeelsleden wordt medegedeeld.

§ 4. De Secretaris-Generaal brengt de Minister op de hoogte van de beslissingen die genomen werden in toepassing van lid 1, 3°, 15°, 16°, 17° en 18° van dit artikel.

§ 5. De Secretaris-Generaal brengt om de zes maand de leden van de Executieve op de hoogte door hen een bijgewerkte lijst van al de personeelsleden in hun werkelijke functies en graden te bezorgen.

Art. 5. § 1. Delegatie wordt verleend aan de Directeurs-Generaal :

1° om aan de personeelsleden die onder hun gezag staan het jaarlijks vakantieverlof en uitzonderlijk verlof toe te staan;

2° om, na advies van de ambtenaar-generaal die de Bestuursdirectie van het personeel onder zijn gezag heeft, verlof toe te staan aan de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en in de volgende gevallen :

a) om dwingende redenen van familiaal belang;

b) om een stage- of een proefperiode door te maken in een andere betrekking van een openbare dienst, van het gesubsidieerd onderwijs, van een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor beroepsoriëntering of van een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut, van het universitair onderwijs;

c) om *ad interim* een functie waar te nemen in een school van het officieel onderwijs of in een gesubsidieerde school van het vrij onderwijs;

d) om zich kandidaat te stellen voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen;

e) voor verminderde prestaties, gewettigd door sociale of familiale redenen of voor persoonlijke aangelegenheden;

f) om cursussen te volgen met het oog op de vervolmaking van de intellectuele, morele of sociale opleiding in het kader van het verlof voor sociale promotie en het opleidingsverlof;

3° om de reiskosten- en verblijfkostenstaten van het personeel dat onder hun gezag staat, goed te keuren;

4° om toelating te geven deel te nemen aan congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties die in België gehouden worden, wanneer het bedrag van de daarbij behorende kosten lager of gelijk is aan vijftienduizend frank;

§ 2. Wat de diensten van het Secretariaat-Generaal betreft, worden de delegaties die aan de Directeurs-Generaal worden verleend, door de Secretaris-Generaal uitgeoefend.

§ 3. Ingeval de Directeur-Generaal afwezig of verhinderd is en voor zover de hogere functies niet worden uitgeoefend, worden de delegaties, voorzien in de §§ 1 en 2, die krachtens § 4 niet werden gesubdelegeerd, in spoedgeval uitgeoefend door een ambtenaar die een graad bekleedt van ten minste rang 13, met dien verstande dat het steeds de ambtenaar betreft die de hoogste graad bekleedt; bij gelijkheid in graad wordt eerst rekening gehouden met de graadanciënniteit, vervolgens met de dienstanciënniteit en tenslotte met de leeftijd.

§ 4. De Directeurs-Generaal kunnen de bevoegdheid, voorzien in 1° van § 1 delegeren aan de dienstchefs die ten minste de graad van rang 24 bekleden of die de hogere functies van rang 24 uitoefenen, ieder voor wat betreft de personeelsleden die van hun dienst afhangen; de subdelegaties waarvan sprake worden per schriftelijke en voorafgaande akte gegeven, die aan alle betrokken personeelsleden wordt medegedeeld alsmede aan de Secretaris-Generaal. Zij mogen de bevoegdheid, voorzien in 3° van § 1 delegeren aan de ambtenaren die ten minste een graad van rang 12 bekleden.

Art. 6. § 1. Delegatie wordt verleend aan de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Bestuursdirectie van het personeel :

1° om de grondwettelijke eed af te nemen van de ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4;

om de grondwettelijke eed van de personeelsleden van niveaus 2, 3 en 4 af te nemen;

2° om verlof toe te kennen in de volgende gevallen :

a) om de cursussen van de school voor civiele bescherming te volgen, ofwel als vrijwillig lid van dit korps ofwel als leerling die niet tot dit korps behoort;

b) om in vreedstijd prestaties te vervullen bij het korps van de civiele bescherming als vrijwillige bij dit korps;

c) voor de opvang van een kind van minder dan tien jaar met het oog op zijn adoptie of op de uitoefening van een pleegvoogdij;

d) bij de geboorte van een kind, het ouderschapsverlof;

3° om een personeelslid dat afwezig is wegens ziekte of gebrekkigheid en dat de Administratieve Gezondheidsdienst geschikt heeft bevonden om deeltijds zijn ambt te hervatten, terug in dienst te roepen;

4° om de identificatiebewijzen uit te reiken en te ontnemen aan de vastbenoemde personeelsleden, de stagiairs, de tijdelijken of de contractuelen;

5° om de mutatiestaten, bestemd voor de dienst voor vaste uitgaven, te ondertekenen.

§ 2. Ingeval de gemachtigde voor de delegaties, bedoeld in § 1, afwezig of verhinderd is en voor zover de hogere functies niet worden uitgeoefend, worden de in § 1 voorziene delegaties in spoedgeval uitgeoefend door een ambtenaar van de Bestuursdirectie van het personeel die ten minste een graad van rang 11 bekleedt, met dien verstande dat het steeds een ambtenaar betreft die de hoogste graad bekleedt; bij gelijkheid in graad wordt eerst rekening gehouden met de graadanciënniteit, vervolgens met de dienstanciënniteit en tenslotte met de leeftijd.

Afdeling 2. - Delegaties inzake gunning en uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Art. 7. Deze afdeling is van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Executieve — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — binnen de perken van hun bevoegdheden.

Art. 8. De financiële beperkingen van de bij dit besluit voorziene delegaties worden verstaan exclusief de belasting over de toegevoegde waarde.

Art. 9. De bevoegdheid om het bestek of de bescheiden die het vervangen, goed te keuren, de bevoegdheid om de wijze van gunning van de opdracht te kiezen, de bevoegdheid om de procedure in te zetten en de opdrachten goed te keuren, worden gedelegeerd aan de titularissen van de functies vermeld in de bijlage bij dit besluit, binnen de financiële beperkingen aangeduid nevens elke functie, volgens de in aanmerking genomen gunningswijze en het type van opdracht.

Deze delegaties worden slechts uitgeoefend voor zover het voorwerp van de opdracht door de Executieve van de Franse Gemeenschap of door het bevoegde lid ervan werd toegelaten, ofwel door de goedkeuring van een investeringsprogramma waarin dit voorwerp is opgenomen, ofwel door een bijzondere beslissing betreffende dit voorwerp.

De bij lid 2 van dit artikel voorziene toelating is niet vereist wanneer het gaat om uitgaven voor de gewone behoeften van de diensten (lopende uitgaven voor de werking, het verbruik en de uitrusting) of wanneer het gaat om uitgaven die niet hoger geraamd worden dan een miljoen frank voor wat de Secretaris-Generaal betreft, vijfhonderdduizend frank voor wat de Directeurs-Generaal betreft en honderdduizend frank voor wat de ambtenaren van ten minste rang 13 betreft.

Art. 10. De bevoegdheid om te beslissen, nadat de bevoegde Minister ervan op de hoogte werd gebracht, over de afwijkingen van de algemene aannemingsvoorwaarden, om te beslissen, nadat de bevoegde Minister ervan op de hoogte werd gebracht, te gunnen tegen voorlopige prijzen of tegen terugbetaling, om de prijzencontrole op te leggen en om in de toekenning van voorschotten te voorzien, wordt toegekend aan :

a) de Secretaris-Generaal, voor de opdrachten die niet hoger geraamd worden dan twee miljoen frank;

b) de Administrateur-Generaal, voor de opdrachten die niet hoger geraamd worden dan een miljoen frank;

c) de Directeurs-Generaal, voor de opdrachten die niet hoger geraamd worden dan vijfhonderdduizend frank.

Art. 11. Wat de te nemen maatregelen en de beslissingen betreft in verband met de gewone uitvoering van een gegunde opdracht, wordt bevoegdheidsdelegatie verleend aan de ambtenaren die op grond van artikel 9 zelf de opdracht hebben gegund; de Directeur-Generaal van het betrokken bestuur is evenwel bevoegd voor de gewone uitvoering van de opdrachten die door de Secretaris-Generaal of door de Minister werden goedgekeurd.

Worden beschouwd als maatregelen en beslissingen die betrekking hebben op de gewone uitvoering van een gegunde opdracht, deze die als doel hebben het voorwerp van de initiale onderneming te verwezenlijken en die in de perken ervan blijven, met uitsluiting van de maatregelen en beslissingen die gesteund zijn op een beoordelingsbevoegdheid die in de opdracht bepaald is.

Art. 12. § 1. Voor de afrekeningen die voortvloeien uit de loutere toepassing van de bedingen van de overeenkomsten, alsook voor de afrekeningen tot regularisatie van de ramingsstaten die voorafgaandelijk werden opgemaakt en goedgekeurd en waarvan de posten en de bedragen overeestemmen met de ramingsstaten die zij vervangen, wordt delegatie van goedkeuring verleend aan de ambtenaar van rang 15, zonder begrenzing van het bedrag.

§ 2. Wat de goedkeuring van een afrekening of van opeenvolgende afrekeningen betreft, andere dan deze bedoeld in § 1, kan het bedrag ervan of het totaal van de opeenvolgende afrekeningen goedgekeurd worden door de hierna vermelde ambtenaren ten belope van het bedrag van de inschrijving dat nevens hun graad is vermeld :

— Ambtenaar van rang 15	vijftien percent tot vier miljoen
— Directeur-Generaal	vijftien percent tot zeven miljoen
— Administrateur-Generaal	twintig percent tot acht miljoen
— Secretaris-Generaal	vijftientwintig percent tot tien miljoen

Wanneer de percentages of de voor de Secretaris-Generaal vastgestelde bedragen zijn bereikt, wordt elke volgende afrekening steeds door de Minister goedgekeurd.

Art. 13. Delegatie wordt verleend aan de ambtenaren vermeld in de artikelen 9, 11 en 12 binnen de perken die hun worden opgelegd voor de goedkeuring van het bestek, de ramingsstaten en de afrekeningen, om verlengingen van termijnen toe testaan, die ofwel proportioneel werden bepaald, ofwel voortvloeien uit de handeling van de administratie of uit het feit dat bepaalde omstandigheden zich hebben voorgedaan die de contracterende partij niet kon vermijden en waarvan zij de gevolgen niet kon verhelpen, ofschoon zij al het nodige daartoe in het werk had gesteld, ofwel ook nog voortvloeien uit afrekeningen. De verlengingen van termijn waarvan sprake, mogen niet langer zijn dan vijftig procent van de oorspronkelijke termijn.

Elke andere verlenging wordt steeds goedgekeurd door de Minister, op gemotiveerd verslag van de Administratie.

Art. 14. Op eensluidend advies van de Directeur-Generaal is de Secretaris-Generaal ertoe gemachtigd boeten of straffen wegens laattijdige oplevering op te leggen ten belope van een bedrag dat niet hoger mag zijn dan tien percent van het initiaal bedrag van de opdracht tot beloop van vijf miljoen frank.

Art. 15. Delegatie wordt verleend aan de ambtenaar van rang 15 om te beslissen over de maatregelen van ambtswege die moeten genomen worden tegen de in gebreke gestelde aannemer en om hem deze beslissing ter kennis te brengen, overeenkomstig artikel 48, § 4, lid drie, van de algemene aannemingsvoorwaarden.

Deze bevoegdheidsdelegatie is beperkt tot de opdrachten die een vertraging hebben opgelopen van meer dan 1/2 N in hun uitvoering (N is de oorspronkelijke termijn uitgedrukt in werkdagen).

Art. 16. Wanneer de Secretaris-Generaal afwezig of verhinderd is en voor zover de hogere functies niet worden uitgeoefend, worden de bevoegdheden die in deze afdeling zijn opgesomd in spoedgeval uitgeoefend door de Administrateur-Generaal.

Art. 17. Worden uitgesloten van de delegaties verleend aan de ambtenaren bekleed met een graad van de rangen 13 tot en met 16 en bedoeld in deze afdeling, de opdrachten inzake informatica betreffende de hardware, de software en de diensten.

Afdeling 3. — Delegatie inzake toelagen

Art. 18. De toekenning van de toelagen die nominatief op de begroting zijn uitgetrokken en van de toelagen geregeld door organieke reglementen die de voorwaarden voor de toekenning ervan en het bedrag of de wijze van berekening ervan bepalen, wordt gedelegeerd aan :

- a) de Secretaris-Generaal, voor de toelagen die niet meer dan vijftien miljoen bedragen;
- b) de Administrateur-Generaal, voor de toelagen die niet meer dan tien miljoen bedragen;

- c) de Directeurs-Generaal, voor de toelagen die niet meer dan vijf miljoen bedragen;
- d) de ambtenaren bekleed met een graad van rang 15, voor de toelagen die niet meer dan een miljoen bedragen.

De bedragen voorzien om de bevoegdheid van de ambtenaren te bepalen, worden aan elke gerechtigde toegekend.

Art. 19. § 1. Nadat de bevoegde Minister ervan op de hoogte werd gebracht, wordt de toekenning van de facultatieve toelage gedelegeerd aan :

- a) de Secretaris-Generaal, tot beloop van tachtigduizend frank;
- b) de Administrateur-Generaal, tot beloop van zestigduizend frank;
- c) de Directeurs-Generaal, tot beloop van veertigduizend frank.

§ 2. Ingeval de Secretaris-Generaal afwezig of verhinderd is en voor zover de hogere functies niet worden uitgeoefend, worden de in lid 1, a, van dit artikel voorziene delegaties uitgeoefend door de Administrateur-Generaal.

Afdeling 4. — Delegaties inzake ondertekening en financiële aangelegenheden

Art. 20. Delegatie wordt verleend aan de Secretaris-Generaal :

1° voor de ondertekening van :

a) de bestelbons en de brieven betreffende de bestellingen, binnen de perken voorzien bij artikel 9 van dit besluit;

b) de ordonnanties tot betaling en de ordonnanties tot opening van kredieten of voorschotten;

c) de "persklare" documenten voor het *Belgisch Staatsblad*;

2° voor de goedkeuring van :

a) de facturen en de verklaringen van schuldvorderingen betreffende de leveringen en de werken;

b) de borderelen ingediend door het Centraal Bureau voor Benodigdheden, voor wat betreft de prestaties en leveringen, uitgevoerd door het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

c) de rekeningen van de ontvangsten alsmede de rekeningen, zowel inzake materie als inzake gelden, die aan het Rekenhof moeten worden overgelegd;

d) de betalingsstaten betreffende de huurkosten.

Art. 21. Ingeval de Secretaris-Generaal afwezig of verhinderd is en voor zover de hogere functies niet worden uitgeoefend, worden de bij artikel 20 voorziene delegaties uitgeoefend door de Administrateur-Generaal.

Ingeval laatstgenoemde afwezig of verhinderd is en voor zover de hogere functies niet worden uitgeoefend, worden de hoger vermelde delegaties uitgeoefend door de aanwezige Directeur-Generaal met de grootste anciënniteit.

Art. 22. Delegatie wordt verleend aan de Directeurs-Generaal :

1° voor de ondertekening, met betrekking tot aangelegenheden die afhangen van hun eigen diensten :

a) van de bestelbons en de brieven betreffende bestellingen, binnen de perken voorzien bij artikel 9 van dit besluit;

b) van de " persklare " documenten voor het *Belgisch Staatsblad*;

c) van de briefwisseling betreffende de gewone instructiehandelingen, de aanvragen om inlichtingen, de rappelbrieven en de bulletins of verzendingsbrieven;

2° voor de waarmerking van de afschriften en uittreksels uit documenten die bij het archief van hun diensten worden geborgen;

3° voor de goedkeuring van de uitgaven en de ontvangsten van alle aard die tot de bevoegdheid van hun algemene directie behoren;

4° voor de ordonnanciering van de uitgaven en de ontvangsten die ressorteren onder hun respectievelijke diensten;

5° voor de machtiging inzake de materies die afhangen van het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen, wanneer de waarborg van de Franse Gemeenschap door de bevoegde Minister werd gegeven, voor de afhoudingen op de gewaarborgde leningen, op het verzoek van de begunstigde instellingen;

6° voor de goedkeuring van de borderelen ingediend door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer, uit hoofde van het vervoer gedaan door hun algemene directie.

Wat de Diensten van het Secretariaat-Generaal betreft, worden de delegaties verleend aan de Directeurs-Generaal uitgeoefend door de Secretaris-Generaal.

Art. 23. Ingeval de Directeur-Generaal afwezig of verhinderd is en voor zover de hogere functies niet worden uitgeoefend, worden de bij artikel 22 voorziene delegaties uitgeoefend door een ambtenaar bekleed met een graad van ten minste rang 13, met dien verstande dat het steeds de ambtenaar met de hoogste graad betreft; bij gelijkheid in graad wordt op de eerste plaats rekening gehouden met de graadanciënniteit, vervolgens met de dienstanciënniteit en tenslotte met de leeftijd.

Art. 24. De Directeurs-Generaal kunnen de bevoegdheden die hen bij artikel 22, 1°, *a* worden verleend, delegeren binnen de perken inzake bedrag en graad, voorzien in de tabel als bijlage bij dit besluit, en in artikel 22, 1°, *c*, 2°, 3° en 4°, bij schriftelijke en voorafgaande akte, die aan de Secretaris-generaal wordt medegedeeld.

Art. 25. De Secretaris-Generaal kan bij schriftelijke en voorafgaande akte delegeren wat volgt :

1° aan de Directeur-Generaal van de Infrastructuur : de bij artikel 20, 1°, *a* en 20, 2°, *a* en *d* voorziene delegaties;

2° aan de ambtenaar die de leiding heeft van de Dienst Economaat : de ondertekening van de bestelbons die naar het Centraal Bureau voor Benodigheden moeten gestuurd worden en die betrekking hebben op bestellingen van drukwerken en kantoorbehoeften;

3° aan de bestuursdirecteur voor Begroting en Financiën : de delegaties voorzien bij artikel 20, 1°, *b* en 2°, *c*;

4° na advies van de bestuursdirecteur voor Begroting en Financiën, aan de adviseur van de Dienst Comptabiliteit : de delegaties voorzien bij artikel 20, 1°, *b* en 2°, *c*;

Art. 26. Delegatie wordt verleend aan de Directeur-Generaal van Cultuur en Communicatie of aan de ambtenaar-generaal die er de functies van uitoefent, om de overeenkomsten inzake uitvoering van de beslissingen tot toekenning van toelagen aan de filmproductie te ondertekenen.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere delegaties*

Art. 27. De in hoofdstuk II voorziene delegaties worden uitgeoefend onverminderd de delegaties voorzien in dit hoofdstuk.

Afdeling 1. — Bijzondere delegaties inzake briefwisseling

Art. 28. Delegatie wordt verleend aan de personeelsleden van niveau 1 van de Dienst Algemene Zaken en van de Juridische Dienst van het Secretariaat-Generaal om de bewijzen van ontvangst van de briefwisseling die naar de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — wordt gezonden, te ondertekenen — met uitzondering van de briefwisseling betreffende de rechtspleging voor de Raad van State, alsmede van al de briefwisseling bestemd voor de Executieve van de Franse Gemeenschap, voor een van haar Leden of voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — te ondertekenen met het oog op de ontvangst ervan — met uitzondering van de dagvaarding voor het gerecht en de akten van de gerechtsdeurwaarders.

De briefwisseling waarvan sprake wordt zonder verwijl aan de Secretaris-Generaal voor verder gevolg bezorgd door de persoon die er ontvangst van heeft bericht.

Ingeval de Secretaris-Generaal afwezig of verhinderd is en voor zover de hogere functies niet worden uitgeoefend, wordt de briefwisseling zonder verwijl aan de Administrateur-Generaal overgezonden voor verder gevolg.

Afdeling 2. — Bijzondere delegatie inzake reiskosten

Art. 29. Delegatie wordt verleend aan de Secretaris-Generaal en aan de Directeurs-Generaal, ieder wat hem betreft, om de reizen van de personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — toe te laten, om de reisorders, opgemaakt op naam van de personeelsleden voor het bekomen van een vervoerbewijs van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, te ondertekenen en om de documenten, opgemaakt voor het uitreiken door bedoelde Maatschappij van individuele of collectieve abonnementen vereist om de dienstuitgaven te dekken, te ondertekenen.

Art. 30. De Secretaris-Generaal en de Directeurs-Generaal kunnen de bevoegdheid om reizen toe te laten, voorzien bij artikel 29 van dit besluit, delegeren aan de ambtenaren bekleed met een graad van ten minste rang 11, die zij aanstellen bij schriftelijke en voorafgaande akte die medegedeeld wordt aan de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Bestuursdirectie van het Personeel.

Zij kunnen de bevoegdheid inzake ondertekening van de reisorders en de documenten vereist door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, voorzien bij artikel 29 van dit besluit, delegeren aan de ambtenaren die zij aanwijzen bij schriftelijke en voorafgaande akte die wordt medegedeeld aan de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Bestuursdirectie van het Personeel.

Niemand mag evenwel de bevoegdheden waarnemen die krachtens dit artikel worden gedelegeerd wanneer het gaat over reizen die hij in eigen persoon maakt alsmede reizen die door een ambtenaar met een gelijkwaardige of hogere rang worden gemaakt.

Afdeling 3. — Bijzondere delegaties betreffende het Speciaal Onderstandsfonds

Art. 31. Delegatie wordt verleend aan de Directeur-Generaal van de Sociale Zaken :

1° om alle nodige schikkingen te treffen om over te gaan tot een vordering tot terugvordering van de tegemoetkomingen van het Speciaal Onderstandsfonds binnen de perken van de artikelen 11, 12 en 13 van de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds;

2° om de hypotheekinschrijving voorzien bij artikel 12 van hoger vermelde wet van 27 juni 1956 te vorderen;

3° om de inschrijving en de opheffing van de door overeenkomst toegekende hypotheek te vorderen die werden toegezegd om de terugbetalingen van de tegemoetkomingen van het Speciaal Onderstandsfonds te waarborgen.

Art. 32. De Directeur-Generaal van Sociale Zaken kan de bevoegdheden voorzien bij artikel 31 delegeren aan de leidend ambtenaar die de leiding heeft van de Dienst voor Bijzondere Maatschappelijke Hulpverlening, bij schriftelijke en voorafgaande akte, medegedeeld aan de Secretaris-Generaal.

Afdeling 4. — Bijzondere delegaties betreffende het Nationaal Sportfonds

Art. 33. Voor de toepassing van deze afdeling moet worden verstaan onder :

1° "Minister", het Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens behoren;

2° "Administratie", de Bestuursdirectie voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme, alsmede de Directie voor de Buitendiensten, de Centra voor Sport en Toerisme van diezelfde Algemene Directie.

Onderafdeling I. — Delegaties verleend aan de Directeur-Generaal voor Sport en Toerisme

Art. 34. Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de uitgavenbegroting van de franstalige sector van het Sportfonds, wordt delegatie verleend aan de Directeur-Generaal voor Sport en Toerisme, in het kader van de bevoegdheden toegewezen aan de Bestuursdirectie van de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens en de Directie voor de Buitendiensten, de Centra voor Sport en Toerisme van diezelfde Algemene Directie, om de uitgaven vast te leggen en te ordonnanceren die betrekking hebben op :

1° de wettelijke toelagen en de door overeenkomst toegekende toelagen waarvan het bedrag en de berekeningswijze bij decreet, besluit van de Executieve of overeenkomst worden bepaald, ongeacht hun belangrijkheid;

2° de andere toelagen die geraamd worden op een bedrag dat gelijk of hoger is dan vijftigduizend frank, berekend in toepassing van de verordeningsbepalingen of van de gevestigde rechtspraak, waarvoor de Minister de gerechtigden heeft aangeduid en waarvan hij het maximumbedrag voor de tegemoetkoming of de toekenningsvoorwaarden heeft bepaald;

3° de andere toelagen geraamd op een bedrag dat lager is dan vijftigduizend frank en berekend in toepassing van de verordeningsbepalingen of de gevestigde rechtspraak;

4° de gunning en de uitvoering van opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, binnen de perken voorzien bij de artikelen 8 tot 17 van dit besluit, die van toepassing zijn op de Directeur-Generaal;

5° de receptiekosten die voortvloeien uit officiële ceremonieën;

6° de voorschotten toegekend aan de toelagentrekkenden, voor zover deze voorschotten niet hoger zijn dan vijftig percent van het maximumbedrag van de toelage toegekend aan ieder begunstigde;

7° de beurzen verleend aan de topsporters waarvan het jaarlijks bedrag niet hoger is dan vijftigduizend frank per begunstigde en per begrotingsjaar;

8° de aanwerving, voor een periode die niet langer is dan een maand, eventueel hernieuwbaar (zonder dat de ononderbroken periode van tewerkstelling langer dan drie maanden mag duren), van tijdelijke medewerkers, om de sportactiviteiten, ingericht door of onder het beschermheerschap van de Franse Gemeenschap, te begeleiden, en van personen belast met de organisatie of het geven van cursussen van sportmonitors ingericht door de Franse Gemeenschap, overeenkomstig de vergoedingsbedragen en de aanwervingnormen die door de Minister goedgekeurd werden;

9° de toepassing van de verschillende aanwervingsovereenkomsten getekend door de Minister;

10° de aanwerving van gesubsidieerde contractuelen of, bij gebrek, de aanwerving van studenten, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 9 juni 1970, voor de sportcentra gedurende de periode van het schoolverlof;

11° de vaststelling en de uitbetaling van de wedden, toelagen en vergoedingen van het personeel aangeworven in toepassing van de punten 8°, 9° en 10° van dit artikel;

12° de toepassing van de overeenkomsten afgesloten door de Minister met de verenigingen zonder winstoogmerk, belast met het beheer van de sportcentra en inzonderheid de tegemoetkoming in de uitgaven die voortvloeien uit de bezetting van de gebouwen beheerd door deze verenigingen.

Art. 35. Ingeval de Directeur-Generaal afwezig is of wanneer er geen titularis is die deze betrekking bekleedt, worden de bij artikel 34 verleende delegaties uitgeoefend door een ambtenaar die een graad van rang 15 bekleedt en die behoort tot de Bestuursdirectie van de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens of tot de Algemene Inspectie van de Buitendiensten, de Centra voor Sport en Toerisme en die de grootste anciënniteit in deze graad heeft.

Onderafdeling II. — Delegaties verleend aan de ambtenaren van de Bestuursdirectie voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens

Art. 36. De delegaties verleend aan de Directeur-Generaal voor Sport en Toerisme krachtens de bepalingen van hoger vermeld artikel 34 kunnen gesubdelegeerd worden aan de ambtenaren aangewezen voor de Bestuursdirectie voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens, binnen de volgende perken :

1° aan de bestuursdirecteur :
de delegaties vermeld onder de punten 1° (ten belope van 5 miljoen), 2° (ten belope van 1 miljoen), 4°, 6°, 8°, 9°, 11° en 12°;

2° aan de adviseur bij de Directie van de bestuursdiensten :
de delegaties vermeld onder de punten 1° (ten belope van 2 miljoen), 2° (ten belope van 500 000 frank), 4°, 6°, 8°, 9°, 11° en 12° in het kader van de aanwijzingen voor de diensten die onder zijn gezag staan;

3° aan de Inspecteur-Generaal of aan de eerste adviseur voor de Sportdiensten en aan de hoofdinspecteurs :
de delegaties vermeld onder de punten 4°, 6°, 8°, 9° en 11° in het kader van de aanwijzingen voor de diensten die onder hun gezag staan.

De subdelegaties betreffende artikel 34, 4° van dit besluit worden verleend binnen de perken van bedragen en graden voorzien bij de bij dit besluit gevoegde tabel.

Art. 37. Ingeval de bij hoger vermeld artikel 36, 2° en 3° bedoelde ambtenaren afwezig zijn of bij gebrek aan titularissen die deze betrekkingen bekleden, worden de delegaties, verleend aan deze ambtenaren, uitgeoefend door de bestuurssecretarissen en de inspecteurs of de eerstaanwezend inspecteurs aangewezen voor de Bestuursdirectie voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens, in het kader van de aanwijzingen voor de diensten waar zij tewerkgesteld zijn.

Onderafdeling III. — Delegaties verleend aan de ambtenaren van de Directie van de Buitendiensten van de Centra voor Sport en Toerisme en van de Inspectiedienst

Art. 38. De bevoegdheden verleend aan de Directeur-Generaal voor Sport en Toerisme krachtens de bepalingen van hoger vermeld artikel 34 kunnen gesubdelegeerd worden aan de personeelsleden die hun functies uitoefenen bij de Algemene Inspectie van de Buitendiensten, de Centra voor Sport en Toerisme en de Inspectiediensten, binnen de volgende perken :

1° aan de Inspecteur-Generaal :
de bevoegdheden vermeld onder de punten 4° (binnen de perken voorzien bij de tabel als bijlage bij dit besluit), 8°, 9°, 10°, 11° en 12° ;

2° aan de eerstaanwezend inspecteurs-hoofd van dienst en aan de eerstaanwezend inspecteurs of inspecteurs, tewerkgesteld bij de provinciale kantoren :

de bevoegdheden vermeld onder de punten 4° (ten belope van honderdduizend frank), 8°, 9°, 10°, 11° en 12° in het kader van de bevoegdheden van de diensten die onder hun gezag staan;

3° in afwijking van artikel 1 van dit besluit, aan de personeelsleden belast met de leiding van een sportcentrum de bevoegdheden vermeld :

a) onder punt 4°, ten belope van vijftigduizend frank; deze beperking wordt op tweehonderdduizend frank gebracht voor de uitgaven voor de aankoop van produkten bestemd voor de voeding van de stagiairs en voor het onderhoud van de lokalen en de gebouwen van het centrum; de uitgaven voor het energieverbruik, de telefoongesprekken en de frankering van de briefwisseling zijn niet beperkt;

b) onder de punten 8° en 9°, voor zover de monitors op de kandidatenlijsten vermeld zijn, die door de bevoegde Inspectie voor het betrokken sportcentrum werden goedgekeurd;

c) onder punt 9°, mits machtiging door de bevoegde inspectie;

d) onder de punten 10° en 11°.

Art. 39. Ingeval de Inspecteur-Generaal afwezig is, worden de in punt 1° van artikel 38 vermelde delegaties uitgeoefend door de eerstaanwezend inspecteur-hoofd van dienst bij wie hij toegevoegd is.

Art. 40. Ingeval het personeelslid, belast met de leiding van een sportcentrum afwezig is, worden de delegaties vermeld bij punt 3° van artikel 38 uitgeoefend door een vast personeelslid, aangesteld om in de plaatsvervangende te voorzien van het personeelslid belast met de leiding van het sportcentrum of, bij gebrek, door het vast personeelslid dat tewerkgesteld is bij dit centrum, de hoogste bezoldigingsschaal geniet en bewijst dat het de langste duur van ononderbroken diensten heeft.

Afdeling 5. — Bijzondere delegaties inzake gezondheid

Art. 41. Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting van de uitgaven van de afdeling Gezondheid, wordt delegatie verleend aan de Directeur-Generaal voor de Gezondheid :

1° om de facturen of de verklaringen van schuldvordering ingediend om de betaling te bekomen van de leveringen, werken of prestaties van alle aard wanneer zij werden uitgevoerd op grond van een contract aangegaan volgens de regels, van een regelmatige opdracht, of van een bepaling van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

2° om de bewijsstukken goed te keuren en te ondertekenen die vereist zijn voor de uitbetaling van de werkingstoelagen aan de erkende Centra voor tele-onthaal en om de uitgaven goed te keuren met betrekking tot de subsidies toegekend krachtens de artikelen 4, 5 en 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de Centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand;

3° om de bewijsstukken goed te keuren en te ondertekenen vereist voor de uitbetaling van de toelagen aan de erkende Diensten voor Geestelijke Gezondheidszorg en om de uitgaven goed te keuren met betrekking tot de subsidies toegekend krachtens het koninklijk besluit van 20 maart 1975;

4° om de facturen en de verklaringen van schuldvorderingen goed te keuren die ingediend werden om de betaling te bekomen van de weddetoelagen, van het vervoer en per geneeskundige verstrekking vereist door de wet van 21 maart 1964 tot inrichting van het medisch schooltoezicht en haar verschillende toepassingsbesluiten;

5° om de facturen, de verklaringen van schuldvorderingen en de bewijsstukken goed te keuren ingediend om de betaling te bekomen van de subsidies toegekend in het kader van het decreet van 19 juni 1989 betreffende de coördinatie van de thuisverzorging en de thuisdiensten;

6° om de uitgaven betreffende de wettelijke toelagen en de door overeenkomst toegekende toelagen vast te leggen en te ordonnanceren waarvan het bedrag en de berekeningswijze bij decreet, besluit van de Executieve of overeenkomst worden bepaald, ongeacht hun bedrag;

7° om in te staan voor de supervisie over de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap te Bergen en te Doornik.

Art. 42. Ingeval de Directeur-Generaal afwezig is en voor zover de hogere functies niet worden uitgeoefend, worden de bij artikel 41 verleende delegaties uitgeoefend door een ambtenaar bekleed met een graad van rang 15 behorend tot de Algemene Directie voor Gezondheid en die de grootste anciënniteit in deze graad heeft.

Art. 43. De delegaties verleend aan de Directeur-Generaal voor Gezondheid krachtens artikel 41 kunnen gesubdelegeerd worden :

1° aan de Inspecteur-Generaal voor de Preventieve Geneeskunde : de delegaties vermeld onder de punten 1°, 4° en 6°;

2° aan de Inspecteur-Generaal voor de Curatieve Geneeskunde : de delegaties vermeld onder de punten 1°, 2°, 3°, 5° en 6°;

3° aan de Inspecteur-Generaal voor de Buitendiensten : de delegatie vermeld onder punt 7°.

Art. 44. Bij een schriftelijke en voorafgaande akte, medegedeeld aan de Secretaris-Generaal, kan de Directeur-Generaal voor Gezondheid aan de ambtenaren verantwoordelijk voor de Dienst voor medisch schooltoezicht van ten minste rang 13 de bevoegdheid subdelegeren om de facturen en de verklaringen van schuldvordering goed te keuren, ingediend voor het bekomen van de betaling van de weddetoelagen, het vervoer en voor elke geneeskundige verstrekking, vereist bij de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht en haar verschillende toepassingsbesluiten. De delegatie kan ook de ondertekening van de administratieve briefwisseling terzake omvatten alsmede de administratieve documenten betreffende de procedure tot erkenning van de Centra voor M S T, van de équipes en ook de aanstelling van de geneesheren-coördinatoren, zoals vereist bij het koninklijk besluit van 17 juli 1964 volgens de voorwaarden en de wijze van erkenning van de équipes en van de Centra voor Medisch Schooltoezicht.

Afdeling 6. — Delegaties eigen aan het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen te Bergen en Doornik

Onderafdeling I. — Delegaties aan de Inspecteur-Generaal voor de Curatieve Geneeskunde

Art. 45. In het kader van de delegaties, voorzien bij artikel 43, 2° en 3°, zorgt de Inspecteur-Generaal, handelend in naam van de beheerder (de Executieve), voor de supervisie over de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap, in het kader van de Algemene Directie voor Gezondheid.

Daartoe wordt hem delegatie verleend om :

— de activiteiten te leiden en te coördineren van de personen belast met de leiding van het ziekenhuis inzake organisatie en werking van elk ziekenhuis, zowel op het vlak van de medische activiteiten en de zorgverlening als op administratief vlak;

— om met de Medische Raad van elk ziekenhuis te onderhandelen krachtens de artikelen 125, 126 en 127 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

Art. 46. De Inspecteur-Generaal beschikt, inzake personeelsaangelegenheden, over de delegaties om aan de personeelsleden belast met de leiding van het ziekenhuis het jaarlijks vakantieverlof en de uitzonderlijke verloven toe te kennen, hun reiskosten- en verblijfkostenstaten goed te keuren, hun toelating te geven deel te nemen aan congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties in België, wanneer het bedrag van de daaruit voortvloeiende kosten lager is dan vijftienduizend frank.

Art. 47. § 1. De Inspecteur-Generaal beschikt, inzake gunning en uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, over de volgende delegaties; binnen de perken van de beschikbare kredieten, onverminderd de beperkingen opgelegd door de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, is de Inspecteur-Generaal van de Curatieve Geneeskunde gemachtigd om het bestek of de bescheiden die het vervangen goed te keuren, de gunningswijze voor de opdracht te kiezen, de procedure in te stellen en de opdracht voor aanneming van werken, leveringen en diensten aan te gaan voor opdrachten die lager zijn dan :

- twee miljoen frank voor de opdrachten aangegaan volgens de procedure van openbare aanbesteding of van algemene offerteaanvraag.
- een miljoen frank voor de opdrachten aangegaan volgens de procedure van beperkte aanbesteding of van beperkte offerteaanvraag;
- vijfhonderdduizend frank voor de opdrachten aangegaan volgens de procedure van de onderhandse opdrachten.

§ 2. Behoudens de uitgaven om de gewone behoeften van de ziekenhuizen te dekken (uitgaven voor de werking, het verbruik en de uitrusting) zijn de bij hogervermelde § 1 bedoelde delegaties geldig voor zover het voorwerp van de uitgave door de Executieve of door een van haar bevoegde leden werd toegelaten, ofwel bij goedkeuring van een programma waarin het voorwerp is vervat, ofwel bij een bijzondere beslissing over dat voorwerp, inzonderheid indien het programma noch niet is goedgekeurd of indien de uitgave nominatief werd uitgetrokken op de begroting van het ziekenhuis.

§ 3. Binnen de in § 1 van dit artikel bepaalde perken kan de Inspecteur-Generaal, in het bestek of in de bescheiden die het vervangen, afwijken van de algemene aannemingsvoorwaarden en de toekenning voorzien van voorschotten die niet hoger zijn dan vijftig percent van de waarde van de opdracht.

§ 4. Binnen de hierboven bepaalde financiële perken keurt de Inspecteur-Generaal van de Curatieve Geneeskunde de uitvoering van de opdracht goed.

§ 5. Na het afsluiten van de opdracht is de Inspecteur-Generaal van de Curatieve Geneeskunde ertoe gemachtigd :

- a) af te wijken, op voorwaarde de redenen ervan op te geven, van de bepalingen van de algemene aannemingsvoorwaarden, voor zover het bedrag van de opdracht de perken niet overschrijdt die voorzien zijn § 1 van dit artikel;
- b) boeten op te leggen ten belope van een bedrag dat niet hoger mag zijn dan tien percent van het initiaal bedrag van de opdracht.

§ 6. Worden uitgesloten van de in de §§ 1 en 2 van dit artikel bedoelde delegaties, de opdrachten inzake informatica betreffende de hardware, de software en de diensten alsmede de opdrachten waarvoor het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen toelagen stort.

§ 7. De perken van de delegaties voorzien in het kader van dit artikel, worden verstaan exclusief de belasting over de toegevoegde waarde.

Art. 48. Onverminderd de delegaties verleend aan de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis, beschikt de Inspecteur-Generaal, inzake financiën en ondertekening volmachten, over de volgende delegaties :

- om elke briefwisseling betreffende de supervisie over en het dagelijks beheer van de psychiatrische ziekenhuizen te ondertekenen;
- om het ontwerp van begroting, voorbereid door de persoon belast met de leiding van elk ziekenhuis, vast te stellen en om de conformiteit en de goede uitvoering van de begroting van elk ziekenhuis na te gaan.

Onderafdeling II. — Delegaties aan de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis

Art. 49. Onverminderd de door dit besluit bepaalde delegaties oefent de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis de prerogatieven uit die aan de directeur worden toegewezen, overeenkomstig de bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

Bovendien oefent hij de prerogatieven uit toegewezen aan de directeur in het kader van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

Art. 50. De persoon belast met de leiding van het ziekenhuis beschikt, inzake personeelsaangelegenheden, over de volgende delegaties :

- 1° hij is er absoluut toe verplicht zijn advies of zijn voorstellen te kennen te geven over :
 - de dienstaanwijzing van de personeelsleden van de niveaus 1, 2, 3 en 4, de overplaatsingen en de terbeschikkingstellingen inbegrepen;
 - de bepaling van de standplaats;

— de toekenning, aan de personeelsleden van de niveaus 1, 2, 3 en 4, van verlof in de volgende gevallen :

- * om dwingende redenen van familiaal belang;
 - * om een stage- of een proefperiode door te maken voor een andere betrekking in een overheidsdienst, in het gesubsidieerd onderwijs, in een gesubsidieerd psychomedisch-sociaal centrum, in een gesubsidieerde dienst voor beroepsoriëntering of een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut, in het universitair onderwijs;
 - * om *ad interim* een betrekking in een officiële of vrije gesubsidieerde school waar te nemen;
 - * om zich kandidaat te stellen bij de parlements- of provincieraadsverkiezingen;
 - * om verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheden uit te oefenen;
 - * om cursussen te volgen met het oog op de volmaking van de intellectuele, morele of sociale opleiding, in het kader van het verlof voor sociale promotie;
 - de indisponibiliteitsstelling, op eigen aanvraag, van de personeelsleden van de niveaus 1, 2, 3 en 4 wegens persoonlijke aangelegenheden;
 - de toelating, aan de personeelsleden van de niveaus 1, 2, 3 en 4, afwezig te zijn voor een lange duur, gewettigd door familiale redenen;
 - de toekenning, aan de personeelsleden van de niveaus 1, 2, 3 en 4, van hogere functies;
- 2° delegatie wordt verleend aan de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis :
- om de activiteiten van al het personeel te coördineren en te leiden en inzonderheid om aan de personeelsleden die onder zijn gezag ressorteren, het jaarlijks vakantieverlof en de uitzonderlijke verloven toe te kennen;
 - om de reiskosten- en de verblijfskostenstaten van het personeel dat onder zijn gezag staat, goed te keuren;
 - om toelating te geven deel te nemen aan congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties in België, wanneer het bedrag van de daaruit voortvloeiende kosten niet hoger is dan vijfduizend frank, behoudens wanneer bedoelde kosten ten laste zijn van de begroting van het ziekenhuis;
 - om de aanwezigheid van stagiairs en studenten toe te laten die niet bezoldigd worden door het ziekenhuis.

Art. 51. § 1. De persoon belast met de leiding van het ziekenhuis beschikt, inzake gunning en uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, over de volgende delegaties :

binnen de perken van de beschikbare kredieten, onverminderd de beperkingen opgelegd bij de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid de artikelen 5 en 6, en bij het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, wordt de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis gemachtigd het bestek of de bescheiden die het vervangen goed te keuren, de wijze van gunning van de opdracht te kiezen, de procedure in te stellen en de opdracht voor aanneming van werken, leveringen en diensten aan te gaan voor de opdrachten beneden :

- een miljoen frank voor de opdrachten gegund volgens de procedure van openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag
- vijfhonderdduizend frank voor de opdrachten gegund volgens de procedure van beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag;
- driehonderdduizend frank voor de opdrachten gegund volgens de procedure van de onderhandse opdrachten.

§ 2. Behoudens voor de uitgaven om de gewone behoeften van de ziekenhuizen te dekken (lopende uitgaven voor de werking, het verbruik en de uitrusting), zijn de in hoger vermelde § 1 bedoelde delegaties geldig voor zover het voorwerp van de uitgave door de Executieve of door een van haar bevoegde leden werd toegelaten, ofwel bij goedkeuring van een programma waarin het voorwerp vervat is, ofwel bij een bijzondere beslissing over dit voorwerp, inzonderheid indien het programma noch niet goedgekeurd is of voor zover de uitgave nominatief werd uitgetrokken op de begroting van het ziekenhuis.

§ 3. Binnen de in § 1 van dit artikel bepaalde perken kan de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis, in het bestek of in de bescheiden die het vervangen, afwijken van de algemene aannemingsvoorwaarden en voorzien in de toekenning van voorschotten die niet hoger zijn dan vijftig percent van de waarde van de opdracht.

§ 4. Binnen de hierboven bepaalde financiële perken keurt de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis de uitvoering van de opdracht goed.

§ 5. Na de afsluiting van de opdracht is de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis ertoe gemachtigd :

- a) af te wijken, op voorwaarde er de redenen van toe te lichten, van de bepalingen van de algemene aannemingsvoorwaarden, voor zover het bedrag van de opdracht de perken niet overschrijft die voorzien zijn in lid 1 van dit artikel;
- b) boeten op te leggen ten belope van een bedrag dat niet hoger mag zijn dan tien percent van het initiaal bedrag van de opdracht.

§ 6. Worden uitgesloten van de delegaties voorzien in de §§ 1 en 2 van dit artikel, de opdrachten inzake informatica betreffende de hardware, de software en de diensten alsmede de opdrachten waarvoor het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen een toelage stort.

§ 7. De financiële perken van de delegaties voorzien in het kader van dit hoofdstuk worden verstaan exclusief de belasting over de toegevoegde waarde.

Art. 52. De persoon belast met de leiding van het ziekenhuis beschikt, inzake financiën en ondertekening volmachten, over de volgende delegaties :

- om de betalingsbewijzen, de bestelbons en de brieven betreffende bestellingen te ondertekenen;
- om kwijtschrift voor alle betalingen te geven;
- om de administratieve briefwisseling te ondertekenen;
- om ontvangst te melden van de briefwisseling aan het ziekenhuis gericht, met inbegrip van deze die op naam van de Ministers van de Franse Gemeenschap is opgesteld;
- om de afschriften en uittreksels van documenten, die bij het archief van het ziekenhuis worden opgeborgen, voor eensluidend te verklaren;
- om het ontwerp van begroting van het ziekenhuis vast te stellen;
- om de uitgaven van alle aard die uitgetrokken zijn op de begroting van het ziekenhuis, goed te keuren.

Art. 53. Ingeval de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis afwezig of verhinderd is, en voor zover de hogere functies niet worden uitgeoefend, worden de bevoegdheden uitgeoefend door de ambtenaar met de hoogste rang die de grootste anciënniteit telt.

Onderafdeling III. — Delegaties aan de administratief directeur

Art. 54. De administratief directeur is verantwoordelijk voor de administratieve, financiële en technische diensten van het ziekenhuis (in de zin van artikel 12, lid 2 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987), onder het gezag van de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis.

De hoofdgeneesheer van elk psychiatrisch ziekenhuis oefent de bevoegdheden uit die hem zijn toegewezen, overeenkomstig de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

Hij beschikt over de delegatie voor de ondertekening van de medische briefwisseling van het ziekenhuis.

Art. 55. § 1. De administratief directeur beschikt, inzake financiën en ondertekening volmachten, over de volgende delegaties :

- om de betalingsbewijzen mede te ondertekenen;
- om de boekhouding van de gelden en materies te superviseren;
- om het ontwerp van begroting op te stellen; daartoe beschikt hij over al de rechten van onderzoek van het administratief archief van de diensten;
- om, binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de door de instelling goedgekeurde begroting, de uitgaven te ordonnanceren, waarvan het bedrag niet hoger is dan honderdduizend frank alsmede de vaste uitgaven, de werkingsuitgaven en de uitgaven die voortvloeien uit de opdrachten en bestellingen die goedgekeurd werden door de persoon belast met de leiding van het ziekenhuis en het hoofdbestuur, ongeacht het bedrag.

§ 2. Het hoofd van het departement verzorging is verantwoordelijk voor de organisatie en de coördinatie van de verpleegkundige verzorging, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17bis van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

Hij zorgt voor het dagelijks beheer van het verplegend en verzorgend personeel wat betreft de uitoefening van de verpleegkunde.

Art. 56. De delegaties en subdelegaties eigen aan het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen te Bergen en Doornik gelden ook voor het beheer van de psychiatrische verzorgingstehuizen en de beschutte woningen, opgericht in toepassing van de koninklijke besluiten van 10 juli 1990.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 57. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1985 houdende delegatie van bevoegdheden aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

2° de artikelen 10, §§ 1 en 16, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 januari 1983 houdende delegatie van bevoegdheden aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 19 oktober 1983;

3° de andere verordeningsbepalingen die voorafgaan aan de inwerkingtreding van dit besluit, houdende toekenning van delegaties inzake bevoegdheid en ondertekening aan personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap alsook de bepalingen tot toekenning van dergelijke delegaties aan personeelsleden van andere ministeries voor aangelegenheden die onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap vallen.

Brussel, 13 juni 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX.

Bijlage met aanduiding van de gedelegeerde overheden krachtens artikel 10

Gedelegeerde ambtenaren	Oprachten gegund bij openbare aanbesteding of bij algemene offerte-aanvraag	Oprachten gegund bij beperkte aanbesteding of bij beperkte offerteaanvraag	Onderhandse opdrachten
Secretaris-Generaal	20 000 000	10 000 000	2 000 000
Administrateur-Generaal	10 000 000	5 000 000	1 000 000
Directeur-generaal	5 000 000	2 500 000	500 000
Ambtenaar bekleed met een graad van rang 15	1 000 000	500 000	100 000
Ambtenaar bekleed met een graad van ten minste rang 13	500 000	200 000	100 000 of 50 000

Brussel, 13 juni 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

F. 91 — 3339

[S-C — 29534]

11 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française organisant une carrière plane pour les agents titulaires du grade d'inspecteur dans les services du secrétariat-général — Services extérieurs — Direction d'administration de la Protection de la Jeunesse — des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales

L'Exécutif de la Communauté française;

- Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel que modifié;
- Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, tel que modifié;
- Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, tel que modifié;
- Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, tel que modifié;
- Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 fixant les échelles de traitements des grades communs à plusieurs Ministères, tel que modifié;
- Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mai 1991;
- Vu l'avis du Conseil de direction;
- Vu le protocole d'accord n° 52 du 26 juin 1991 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation du Comité XVII;
- Vu l'accord du Ministre-Président ayant le Budget dans ses attributions, donné le 1er juillet 1991;
- Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, telles que modifiées;
- Vu l'urgence spécialement motivée par le fait :
 - que plusieurs agents titulaires des grades d'inspecteur et d'inspecteur principal ont été transférés dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française;
 - que lesdits agents assument leurs fonctions dans les Services extérieurs de l'Administration de la Protection de la Jeunesse;
 - que, dans tous les autres Services extérieurs du Ministère de la Culture et des Affaires sociales, les fonctions d'inspection font l'objet d'une carrière plane couvrant les rangs 10 et 11;
 - que, par mesure d'équité et eu égard à la nature des tâches effectuées par les inspecteurs des Services extérieurs de l'Administration de la Protection de la Jeunesse, il s'indique d'assurer, sans délai, la similitude des carrières;